

MORÉAC

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le 10/04/2026



ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

Rapport  
d'orientations  
budgétaires

# Analyse financière 2021-2029

20

26

3 avril 2026



# RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



## 1- Une étape essentielle de la procédure budgétaire

**Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.**

**Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal.**

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

**Ces dispositions sont applicables aux EPCI qui comprennent une commune d'au moins 3500 habitants et plus.**

**Le DOB constitue une formalité substantielle destinée à éclairer les élus sur le budget de la collectivité, les informer sur la situation budgétaire, les priorités de la collectivité et les évolutions à venir.**

En cas d'absence de DOB toute délibération sur le budget est entachée d'illégalité.

**L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 ( loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions et notamment le rapport d'orientations budgétaires.**

**Le contenu du ROB, les modalités de publication et de transmission ont été précisés par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 (ci -contre).**

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ajoute :

**La présentation de deux objectifs lors du débat annuel d'orientation budgétaire :**

**- un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur ;**

**- un objectif d'évolution du besoin de financement annuel (soit les emprunts minorés des remboursements de dette).**

## 2- Le contenu du Rapport d'Orientations Budgétaires

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

**Dans les communes de plus de 10 000 habitants, et EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant une commune de 3500 habitants le rapport comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :**

**1° A la structure des effectifs ;**

**2° Aux dépenses de personnel** comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

**3° A la durée effective du travail dans la commune.**

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

# RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



## La délibération sur le débat d'orientations budgétaires

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante conformément à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport d'orientations budgétaires sur la base duquel se tient le DOB.

## La transmission du rapport d'orientations budgétaires et la publicité

### Commune



### EPCI

**Le ROB à l'article est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre** dont elle est membre **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

### EPCI



### Communes

**Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes** qui en sont membres **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

**1 - Analyse financière 2021-2025**

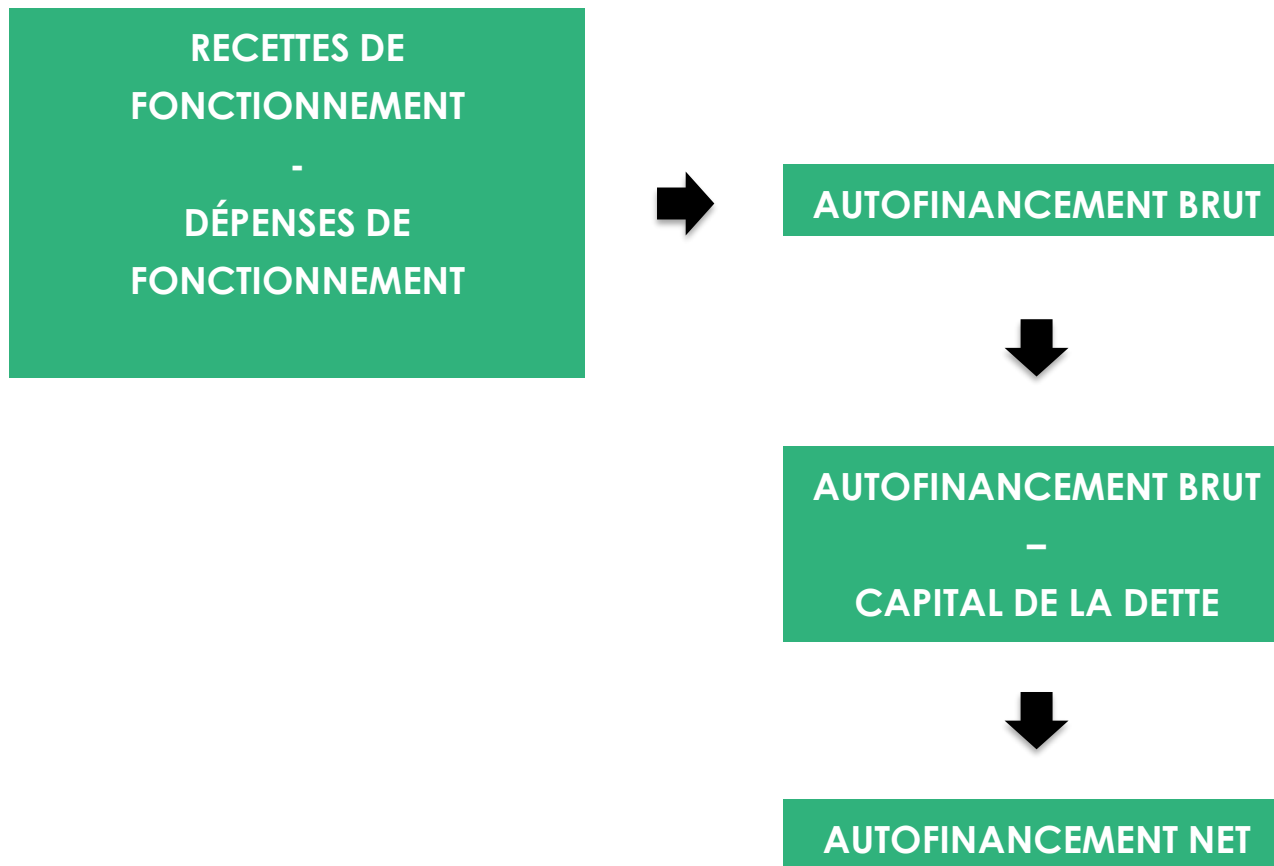
**2 - Les principales mesures de la Loi de Finances 2026**

**3 - Analyse prospective 2026-2029**



## GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne



## GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE  
GESTION

INTÉRÊTS DE LA DETTE

AUTOFINANCEMENT  
BRUT

L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Elle reflète les capacités à rembourser la dette sans recourir à des ressources exceptionnelles et à autofinancer les investissements.

RECETTES DE  
FONCTIONNEMENT

INVESTISSEMENT

CAPITAL DE LA DETTE

DÉPENSES  
D'ÉQUIPEMENT

AUTOFINANCEMENT NET

L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible, c'est-à-dire l'autofinancement après paiement de l'annuité d'emprunt de l'année.

AUTOFINANCEMENT  
BRUT

SUBVENTIONS-FCTVA

EMPRUNT

## Les épargnes


en milliers d'euros

BUDGET PRINCIPAL	
Dépenses de fonctionnement	
- Hors intérêts	
- Intérêts compris	
Recettes de fonctionnement	
y compris travaux en régie	
CAPACITE COURANTE DE FINANCEMENT	
Intérêts	
AUTOFINANCEMENT BRUT ©	
Capital	

CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
2 053	2 465	2 987	3 513	3 299
2 053	2 465	2 987	3 513	3 299
5 142	4 823	5 469	5 459	6 104
8	10	32	21	35
<b>3 089</b>	<b>2 358</b>	<b>2 481</b>	<b>1 946</b>	<b>2 805</b>
0	0	0	0	0
<b>2 840</b>	<b>2 358</b>	<b>2 479</b>	<b>1 926</b>	<b>2 448</b>
11	11	11	11	11

### AUTOFINANCEMENT NET ©


2021	2022	2023	2024	2025
<b>2 829</b>	<b>2 347</b>	<b>2 468</b>	<b>1 915</b>	<b>2 437</b>
			↓ 2445 (hors budgets annexes)	↓ 2128 (hors recettes exceptionnelles)



## La capacité de désendettement (en année)

Encours au 31/12
Capacité dynamique de désendettement

2021	2022	2023	2024	2025
<b>101</b>	<b>90</b>	<b>79</b>	<b>67</b>	<b>56</b>
0,04	0,04	0,03	0,04	0,02

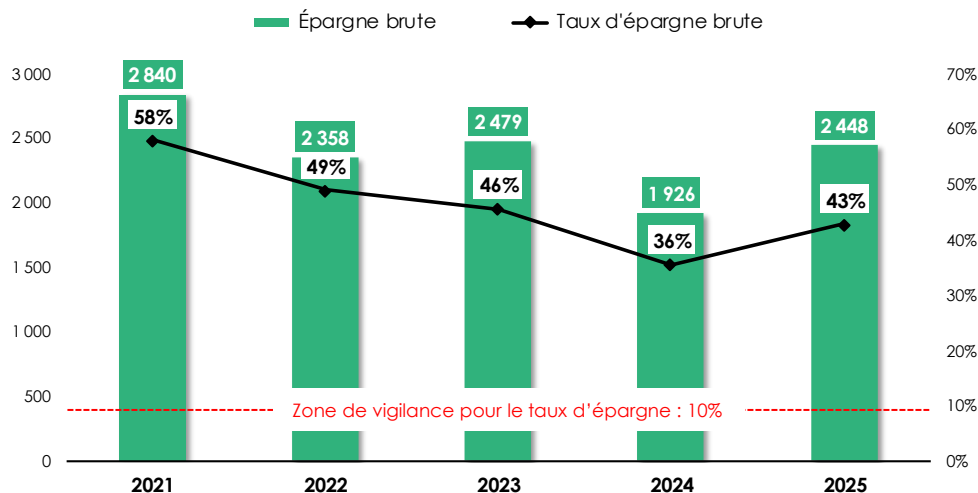


Nous soulignons la nécessité d'évaluer l'autofinancement net sans prendre en considération le produit des cessions d'immobilisations afin d'apprécier la capacité financière de la commune à dégager un autofinancement sans tenir compte de phénomènes exceptionnels.

**En 2025, la commune dispose d'une épargne nette de 2 437 K€** en progression de +522 K€ par rapport à 2024. 2025 intègre une recette exceptionnelle de 309 K€ et 2024 avait soutenu les budgets annexes pour 530 K€.

Rapportée par habitant, elle représente 643 euros contre 140 euros pour la strate nationale, soit un niveau 4,6 fois supérieur à la moyenne.

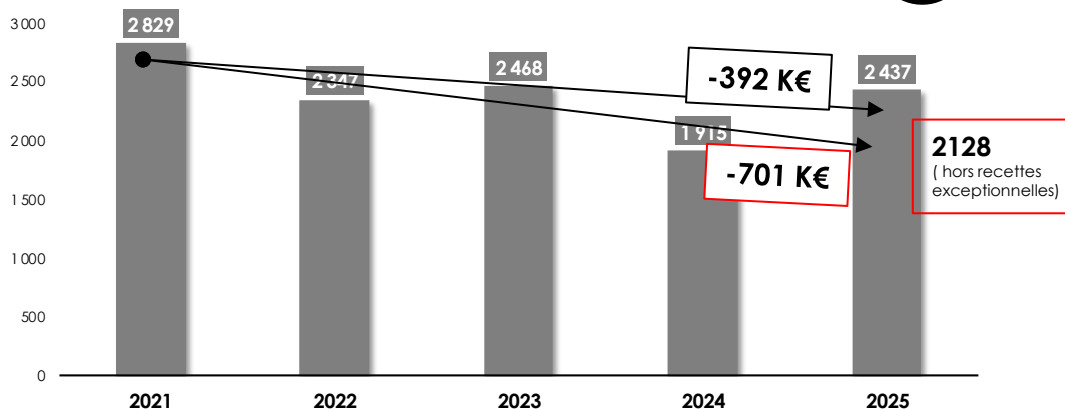
**La capacité dynamique de désendettement en 2025 est quasiment nulle** avec un indicateur évalué à 0,02 année.



**Taux d'épargne brute :** part des recettes courantes que la collectivité est en mesure d'épargner sur son cycle de fonctionnement.

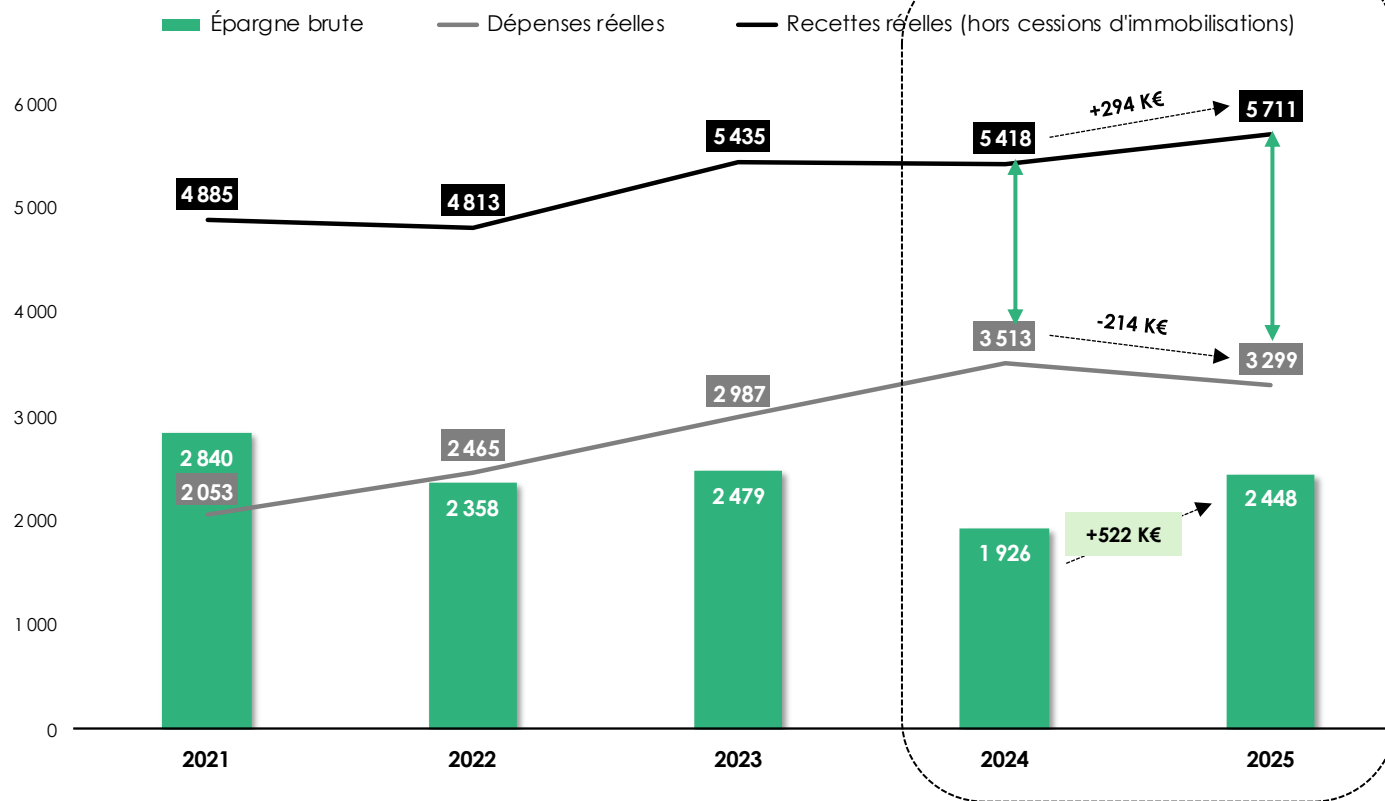
Le taux est très élevé sur toute la période et très écarté du niveau de vigilance.

## ÉPARGNE NETTE



**L'épargne nette** mesure l'autofinancement disponible pour le financement des dépenses d'investissement.

## ÉPARGNE BRUTE



La diminution des charges de fonctionnement et la dynamique des recettes entraînent une forte progression de l'épargne brute de +522 K€.

# LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le



ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

en milliers d'euros

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	ÉVOLUTION 2025/2024		ÉVOLUTION 2025/2021	
						en K€	en %	en K€	en %
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>706</b>	<b>920</b>	<b>987</b>	<b>1 148</b>	<b>1 156</b>	<b>7</b>	<b>0,6%</b>	<b>449</b>	<b>63,6%</b>
achats de prestations de services-6042	136	160	178	184	184	0	-0,3%	48	35,0%
<b>énergie-électricité-60612</b>	83	92	79	168	142	-26	-15,5%	60	72,3%
<b>combustibles-60621</b>	79	77	81	122	109	-14	-11,4%	29	36,7%
fournitures d'entretien-60631	12	10	11	15	11	-4	-26,5%	-1	-10,1%
fournitures de petit équipement-60632	4	2	8	2	26	24		22	495,5%
livres, disques, (médiathèque)-6065	8	8	14	26	12	-13	-51,9%	5	56,8%
autres matières et fournitures-6068	79	108	112	126	95	-31	-24,3%	16	20,3%
contrats de prestations de services-611	45	37	70	50	56	6	12,2%	11	24,8%
terroirs-61521	3	5	11	12	14	2	17,2%	11	369,9%
<b>bâtiments publics-615221</b>	19	17	48	34	95	62	182,0%	77	410,5%
matériel roulant-61551	39	24	63	38	26	-12	-31,6%	-13	-33,8%
autres biens mobiliers-61558	9	11	13	24	23	-1	-2,6%	14	164,2%
maintenance-6156	45	46	46	53	55	1	2,8%	10	22,6%
multirisques-6161	10	13	14	15	18	2	16,2%	8	72,9%
frais de nettoyage des locaux-6283	0	37	34	43	61	18	41,6%	61	
remb. de frais à un GFP de rattachement-62876	15	8	9	32	23	-10	-29,7%	7	48,2%
<b>012 - Personnel</b>	<b>927</b>	<b>1 089</b>	<b>1 177</b>	<b>1 291</b>	<b>1 504</b>	<b>213</b>	<b>16,5%</b>	<b>577</b>	<b>62,3%</b>
personnel titulaire-64111	384	424	468	529	557	28	5,3%	173	44,9%
personnel non titulaire-64131	154	186	168	172	243	70	40,6%	89	58,0%
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>415</b>	<b>427</b>	<b>624</b>	<b>1 045</b>	<b>582</b>	<b>-463</b>	<b>-44,3%</b>	<b>166</b>	<b>40,1%</b>
indemnités de fonction-65311	98	99	101	102	103	0	0,4%	5	4,6%
service d'incendie-6553	76	79	87	91	93	3	2,9%	17	22,6%
<b>autres contributions obligatoires-6558</b>	161	177	205	236	288	52	22,0%	127	78,5%
CCAS/CIAS-657363	20	12	12	12	12	0	0,0%	-8	-38,5%
subv. de fonct. autres personnes de droit privé-65748	43	45	46	58	54	-4	-6,6%	11	25,4%
<b>déficit des budgets annexes-65821</b>	0	0	158	530	0	-530		0	
<b>014 - Atténuations de produits</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>100</b>	<b>29</b>	<b>57</b>	<b>28</b>		<b>57</b>	
autres prélèvements-739218	0	0	0	0	25	25		25	
FPIC-7392221	0	25	82	28	31	3		31	
<b>66 - Charges financières</b>	0	0	0	0	0				
<b>67 - Charges spécifiques</b>	4	2	100	0,3	0	0		-4	
<b>68 - Provisions</b>	0	0	0	0,1	0,1	0		0	
<b>TOTAL DEPENSES RÉELLES</b>	<b>2 053</b>	<b>2 465</b>	<b>2 987</b>	<b>3 513</b>	<b>3 299</b>	<b>-214</b>	<b>-6,1%</b>	<b>1 246</b>	<b>60,7%</b>
<b>DEPENSES REELLES hors déficit de budget annexe</b>	<b>2 053</b>	<b>2 465</b>	<b>2 830</b>	<b>2 984</b>	<b>3 299</b>	<b>315</b>	<b>10,6%</b>	<b>1 246</b>	<b>60,7%</b>

## Poids de l'énergie en 2025 :

- 12,3% du chapitre 011
- 4,3% des dépenses réelles totales

Les dépenses réelles de fonctionnement hors déficit de budget annexe ont évolué de +10,6% entre 2024 et 2025 principalement sous les effets :

- d'une hausse des charges de personnel (+213 K€),
- de la progression de l'entretien des bâtiments (+62 K€),
- du renforcement des subventions aux écoles (+52 K€),
- d'une baisse des dépenses énergétiques (-40 K€).

Rapportées à l'habitant, les dépenses de fonctionnement de l'année 2025 atteignent 1 113 euros pour MORÉAC contre 1 084 euros pour la moyenne nationale.

Structurellement en 2025, les charges de personnel représentent la première dépense avec 46,1% (avec les remboursements d'assurance du personnel) des dépenses de fonctionnement, tandis que les charges à caractère général s'établissent à 35,9%.

(*) Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2025	
011 - Charges à caractère général	35,0%
012 - Personnel	45,6%
65 - Autres charges de gestion courante	17,6%
014 - Atténuations de produits	1,7%
66 - Charges financières	0,0%
67 - Charges spécifiques	0,0%
68 - Provisions	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

[\*] déterminé en fonction des dépenses réelles hors rattachement

# LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

Berser  
Levraut

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

## RATIOS

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	ÉVOLUTION 2025/2024		ÉVOLUTION 2025/2021	
						en K€	en %	en K€	en %
<b>TOTAL DEPENSES RÉELLES</b>	<b>2 053</b>	<b>2 465</b>	<b>2 987</b>	<b>3 513</b>	<b>3 299</b>	<b>-214</b>	<b>-6,1%</b>	<b>1 246</b>	<b>60,7%</b>
DEPENSES REELLES hors déficit de budget annexe	2 053	2 465	2 830	2 984	3 299	315	10,6%	1 246	60,7%

(*) Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2025	
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>35,0%</b>
<b>012 - Personnel</b>	<b>45,6%</b>
65 - Autres charges de gestion courante	17,6%
014 - Atténuations de produits	1,7%
66 - Charges financières	0,0%
67 - Charges spécifiques	0,0%
68 - Provisions	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

(\*) déterminé en fonction des dépenses réelles hors rattachement

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT					
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>MORÉAC</b>	<b>684</b>	<b>743</b>	<b>872</b>	<b>1 070</b>	<b>1 113</b>
France [3500-5000 hab.]	929	996	1 052	1 084	n.d.

Données ministère des finances

(*) FRAIS DE PERSONNEL / DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018)					
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>MORÉAC</b>	<b>43,0%</b>	<b>43,9%</b>	<b>39,7%</b>	<b>36,7%</b>	<b>46,1%</b>
France [3500-5000 hab.]	54,4%	54,1%	53,3%	54,1%	n.d.

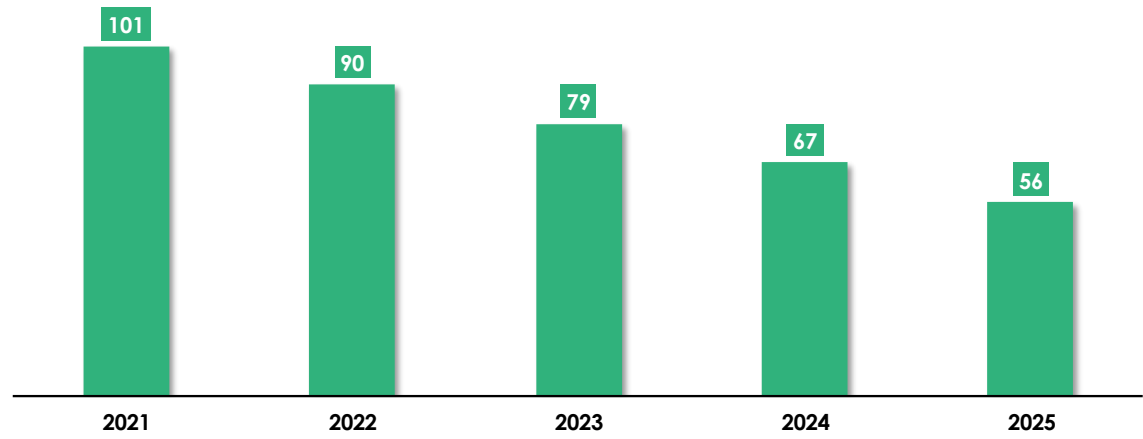
Données ministère des finances

(\*) Le calcul est réalisé après déduction des remboursements d'assurance du personnel.

**La commune n'a mobilisé qu'un seul emprunt** auprès de la CAF durant l'exercice 2021 pour un montant de 112 400 euros, remboursable par une annuité constante de 11 240 euros par an.

**Au 31 décembre 2025**, l'encours de la dette s'élève à 56 200 euros, tandis que la capacité dynamique de désendettement est quasiment nulle, évaluée à 0,02 année.

Encours de la dette au 31 décembre (en K€)



# LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026



Publié le 09/04/2026

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

en milliers d'euros

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	ÉVOLUTION 2025/2024		ÉVOLUTION 2025/2021	
						en K€	en %		
<b>70 - Produits des services</b>	<b>238</b>	<b>267</b>	<b>318</b>	<b>324</b>	<b>330</b>	<b>6</b>	<b>1,8%</b>	<b>92</b>	<b>38,7%</b>
redevance d'occupation du domaine public-70323	8	7	13	5	13	9	181,6%	5	66,5%
<b>redevances et droits des services à caractère de loisirs-70632</b>	<b>44</b>	<b>51</b>	<b>56</b>	<b>51</b>	<b>65</b>	<b>14</b>	<b>27,5%</b>	<b>21</b>	<b>46,9%</b>
<b>redevances et droits des services péri-scolaires-7067</b>	<b>146</b>	<b>161</b>	<b>171</b>	<b>191</b>	<b>189</b>	<b>-2</b>	<b>-0,8%</b>	<b>43</b>	<b>29,7%</b>
mise à disp. de personnel au GFP de rattachement-70846	12	20	42	37	22	-15	-40,4%	10	81,6%
remb. de frais par le GFP de rattachement-70876	15	17	25	31	35	3	10,9%	19	126,5%
<b>73 - Impôts et taxes (sauf 731)</b>	<b>2 521</b>	<b>2 393</b>	<b>2 752</b>	<b>2 655</b>	<b>2 576</b>	<b>-79</b>	<b>-3,0%</b>	<b>55</b>	<b>2,2%</b>
<b>attribution de compensation-73211</b>	<b>1 902</b>	<b>1 744</b>	<b>2 045</b>	<b>2 041</b>	<b>1 972</b>	<b>-69</b>	<b>-3,4%</b>	<b>70</b>	<b>3,7%</b>
dotation de solidarité communautaire-73212	20	23	87	33	33	0	-1,1%	12	61,6%
FNGIR-73221	450	450	450	450	450	0	0,0%	0	0,0%
FPIC-732221	35	34	31	27	24	-2	-9,3%	-11	-31,1%
droits de mutation-73223	113	142	139	104	96	-7	-7,1%	-17	-14,7%
<b>731 - Fiscalité locale (731)</b>	<b>958</b>	<b>999</b>	<b>1 090</b>	<b>1 146</b>	<b>1 161</b>	<b>15</b>	<b>1,3%</b>	<b>203</b>	<b>21,2%</b>
impôts directs locaux-73111	958	998	1 089	1 145	1 159	14	1,2%	201	21,0%
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>1 024</b>	<b>1 045</b>	<b>1 140</b>	<b>1 171</b>	<b>1 233</b>	<b>62</b>	<b>5,3%</b>	<b>209</b>	<b>20,4%</b>
<b>DSR-74121</b>	<b>151</b>	<b>152</b>	<b>178</b>	<b>183</b>	<b>205</b>	<b>22</b>	<b>12,1%</b>	<b>54</b>	<b>35,6%</b>
FCTVA-744	6	6	5	15	7	-8	-54,6%	0	5,8%
<b>autres-74718</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>-1,8%</b>	<b>0</b>
département-7473	3	3	3	4	1	-3	-72,5%	-2	-61,5%
autres-747888	31	47	39	47	46	-1	-2,5%	15	50,2%
<b>DCRTP-748313</b>	<b>232</b>	<b>232</b>	<b>232</b>	<b>211</b>	<b>216</b>	<b>4</b>	<b>2,1%</b>	<b>-16</b>	<b>-7,1%</b>
<b>compensation exonérations taxes foncières-74833</b>	<b>580</b>	<b>600</b>	<b>681</b>	<b>710</b>	<b>738</b>	<b>28</b>	<b>3,9%</b>	<b>158</b>	<b>27,2%</b>
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>53</b>	<b>72</b>	<b>78</b>	<b>102</b>	<b>389</b>	<b>287</b>	<b>28,2%</b>	<b>336</b>	<b>63,4%</b>
revenu des immeubles-752	53	72	78	86	80	-6	-6,5%	27	50,6%
<b>autres-75888</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>309</b>	<b>293</b>	<b>18,1%</b>	<b>309</b>	<b>30,0%</b>
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>79</b>	<b>34</b>	<b>52</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>1,2%</b>	<b>-59</b>	<b>-75,0%</b>
<b>76 - Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>77 - Produits spécifiques</b>	<b>261</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>20</b>	<b>360</b>	<b>340</b>	<b>17,0%</b>	<b>99</b>	<b>37,9%</b>
produits des cessions d'immobilisations-775	249	0	2	20	357	337	167,5%	108	43,4%
<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL RECETTES RÉELLES</b>	<b>5 134</b>	<b>4 813</b>	<b>5 437</b>	<b>5 438</b>	<b>6 068</b>	<b>630</b>	<b>11,6%</b>	<b>934</b>	<b>18,2%</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES hors produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>4 885</b>	<b>4 813</b>	<b>5 435</b>	<b>5 418</b>	<b>5 711</b>	<b>294</b>	<b>5,4%</b>	<b>826</b>	<b>16,9%</b>

• montant 2025 Etat fiscal des allocations compensatrices : 196 563 € 2025 intègre une régularisation de 19 K€ de 2024

Les recettes réelles de fonctionnement hors produits des cessions d'immobilisations ont progressé de +5,4% entre 2024 et 2025 avec les variations principales suivantes :

- favorables : des autres produits de gestion courante (+293 K€) et des dotations de +62 K€ (DSR, autres participations et compensation du foncier bâti sur les établissements industriels),
- défavorables : de l'attribution de compensation (-69 K€).

Rapportées à l'habitant, les recettes de fonctionnement en 2025 atteignent 1 597 euros pour MORÉAC contre 1 233 euros pour la moyenne nationale.

Structurellement, les impôts directs locaux représentent 28,4% des recettes réelles de fonctionnement en 2025 et la DGF : 3,6%.

(*) Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2025	
70 - Produits des services	5,4%
<b>73 - Impôts et taxes (sauf 731)</b>	<b>42,4%</b>
<b>731 - Fiscalité locale (731)</b>	<b>19,1%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>20,3%</b>
75 - Autres produits de gestion courante	6,4%
013 - Atténuations de charges	0,3%
76 - Produits financiers	0,3%
77 - Produits spécifiques	5,9%
78 - Reprises sur amort. et provisions	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

(\*) déterminé en fonction des recettes réelles hors reboisement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	ÉVOLUTION 2025/2024		ÉVOLUTION 2025/2021	
						en K€	en %	en K€	en %
<b>TOTAL RECETTES RÉELLES</b>	5 134	4 813	5 437	5 438	6 068	630	11,6%	934	18,2%
<b>TOTAL RECETTES RÉELLES</b> hors produits des cessions d'immobilisations	4 885	4 813	5 435	5 418	5 711	294	5,4%	826	16,9%

(*) Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2025	
70 - Produits des services	5,4%
<b>73 - Impôts et taxes (sauf 731)</b>	<b>42,4%</b>
<b>731 - Fiscalité locale (731)</b>	<b>19,1%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>20,3%</b>
75 - Autres produits de gestion courante	6,4%
013 - Atténuations de charges	0,3%
76 - Produits financiers	0,0%
77 - Produits spécifiques	5,9%
78 - Reprises sur amort. et provisions	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

(\*) déterminé en fonction des recettes réelles hors rattachement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT					
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>MORÉAC</b>	1 312	1 245	1 401	1 442	1 597
France [3500-5000 hab.]	1 075	1 137	1 201	1 233	n.d.

Données ministère des finances

FISCALITÉ Chap. 73111 / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018)					
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>MORÉAC</b>	29,3%	30,4%	29,0%	29,6%	28,4%
France [3500-5000 hab.]	43,9%	43,4%	44,6%	46,2%	n.d.

Données ministère des finances

DOTATIONS D'ÉTAT / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018)					
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>MORÉAC</b>	3,1%	3,2%	3,4%	3,4%	3,6%
France [3500-5000 hab.]	14,3%	13,6%	13,4%	13,4%	n.d.

Données ministère des finances

# LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

Berser  
Levrault

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>DGFTOTALE (en K€)</b>					
<b>DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE</b>	<b>151</b>	<b>152</b>	<b>178</b>	<b>183</b>	<b>205</b>
Évolution en K€	10	1	26	5	22
Évolution n/n-1	+ 7,1%	+ 0,5%	+ 17,0%	+ 2,8%	+ 12,1%

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>152</b>	<b>178</b>	<b>183</b>	<b>205</b>
Évolution en K€	10	1	26	5	22
Évolution n/n-1	+ 7,1%	+ 0,5%	+ 17,0%	+ 2,8%	+ 12,1%

DGF par habitant MORÉAC (*)	39	39	46	48	54
FRANCE (Données ministère des finances)	<b>149</b>	<b>150</b>	<b>156</b>	<b>160</b>	<b>n.d.</b>
ECART en %	- 285,9%	- 281,9%	- 236,7%	- 235,5%	n.d.

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT</b>					
COMMUNE DE MORÉAC	1 472	1 493	1 527	1 682	1 746
FRANCE	<b>974</b>	<b>974</b>	<b>1 012</b>	<b>1 079</b>	<b>1 113</b>
ECART en %	+ 51,0%	+ 53,2%	+ 50,9%	+ 55,9%	+ 56,9%
Indicateur DNP (limite éligibilité : 105%)	<b>151%</b>	<b>153%</b>	<b>151%</b>	<b>156%</b>	<b>157%</b>

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>POTENTIEL FISCAL TP &amp; PRODUIT POST TP (2012) PAR HAB.</b>					
COMMUNE DE MORÉAC	179	181	225	230	252
FRANCE	<b>180</b>	<b>182</b>	<b>186</b>	<b>202</b>	<b>209</b>
ECART en %	- 0,3%	- 0,5%	+ 20,5%	+ 14,1%	+ 20,6%
Indicateur DNP (limite éligibilité : 85%)	<b>100%</b>	<b>99%</b>	<b>121%</b>	<b>114%</b>	<b>121%</b>

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>(*) population DGF</b>	<b>3 913</b>	<b>3 868</b>	<b>3 838</b>	<b>3 834</b>	<b>3 829</b>
Évolution de la population en hab.	31	-45	-30	-4	-5
Évolution de la population en %	+ 0,8%	- 1,2%	- 0,8%	- 0,1%	- 0,1%



La DGF de la commune de Moréac repose sur les deux fractions de la Dotation de Solidarité Rurale : bourg-centre et péréquation car la commune ne dispose plus de la dotation forfaitaire depuis 2020.

Elle évolue favorablement en 2025 avec la dynamique de la Dotation de Solidarité Rurale qui profite de l'augmentation de l'enveloppe nationale de 150 millions d'euros affectée à 60% à la fraction péréquation depuis 2023.

Et particulièrement pour la commune, le bénéfice d'une majoration de 20% de la DSR péréquation avec le classement France Ruralités Revitalisation.

# Les bases d'imposition

(en milliers d'euros)

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le



ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

## Bases définitives

en milliers d'euros	LES BASES				
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>base résidences secondaires</b>					
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>189</b>	<b>196</b>	<b>207</b>	<b>195</b>	<b>151</b>
Evolution en K€	-2 875	6	11	-12	<b>-44</b>
(*) Evolution globale	- 93,82%	+ 3,40%	+ 5,61%	- 5,74%	<b>- 22,61%</b>
<b>Foncier bâti</b>	<b>4 593</b>	<b>4 775</b>	<b>5 253</b>	<b>5 531</b>	<b>5 709</b>
dont : ménages	49%	n.d.	49%	n.d.	<b>49%</b>
entreprises et commerces	51%		51%		<b>51%</b>
Evolution en K€	-1 613	181	478	278	<b>178</b>
Evolution globale	- 25,99%	+ 3,95%	+ 10,02%	+ 5,29%	<b>+ 3,23%</b>
<b>Foncier non bâti</b>	<b>287</b>	<b>289</b>	<b>309</b>	<b>325</b>	<b>292</b>
Evolution globale	+ 3,88%	+ 0,75%	+ 6,74%	+ 5,44%	<b>- 10,19%</b>

La base de la taxe d'habitation est limitée à partir de 2021 aux résidences secondaires et autres locaux meublés.

Elle a été surestimée en 2023 suite à la mise en œuvre du nouveau dispositif de déclaration des biens auprès des services fiscaux.

Il faut noter une diminution sensible en 2025 de la base avec un recentrage uniquement sur les résidences secondaires.

La base du foncier bâti est impactée à partir de 2021 par la réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels.

En 2025, la progression de la base du foncier bâti atteint +3,23% avec une revalorisation forfaitaire de +1,7%.

Nous relevons pour 2025 une évolution défavorable de la base du foncier non bâti suite au passage de l'exonération des terres agricoles de 20% à 30%.

(\*) L'évolution globale intègre la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières avec :

- 2021 : +0,2%
- 2022 : +3,4%
- 2023 : +7,1%
- 2024 : +3,9%
- 2025 : +1,7%

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
 Reçu en préfecture le 09/04/2026  
 Publié le  
 ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



	LES TAUX					TAUX MOYENS 2024 STRATE
	2021	2022	2023	2024	2025	
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>10,09%</b>	<b>10,09%</b>	<b>10,09%</b>	<b>10,09%</b>	<b>10,09%</b>	<b>16,56%</b>
<i>taux d'évolution</i>	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	
<b>Foncier bâti</b>	<b>31,84%</b>	<b>31,84%</b>	<b>31,84%</b>	<b>31,84%</b>	<b>31,84%</b>	<b>38,32%</b>
<i>taux d'évolution</i>	+ 92,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	
<b>Foncier non bâti</b>	<b>39,60%</b>	<b>39,60%</b>	<b>39,60%</b>	<b>39,60%</b>	<b>39,60%</b>	<b>50,48%</b>
<i>taux d'évolution</i>	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	+ 0,0%	

Le taux de la taxe d'habitation concerne uniquement les résidences secondaires à partir de 2021.

Le taux de foncier bâti a été impacté par le transfert du taux du département soit 15,26% à partir de 2021.

## Les taux et les produits de la fiscalité directe

### Produits calculés avec les bases définitives

en milliers d'euros

	LES PRODUITS & COMPENSATIONS FISCALES				
	2021	2022	2023	2024	2025
TAXE D'HABITATION	19	20	21	20	<b>15</b>
FONCIER BÂTI	1 457	1 516	1 669	1 759	<b>1 817</b>
FONCIER NON BÂTI	110	115	122	129	116
COEFFICIENT CORRECTEUR	-619	-653	-726	-763	<b>-789</b>
<b>TOTAL FISCALITÉ DIRECTE (1)</b>	<b>968</b>	<b>998</b>	<b>1 087</b>	<b>1 145</b>	<b>1 158</b>
<i>Evolution en K€</i>	-478	30	89	58	14
<i>taux d'évolution</i>	- 33,08%	+ 3,10%	+ 8,92%	+ 5,35%	+ 1,19%
compensation exonérations FB (ménages)	1,7	1,8	1,7	1,9	2,0
compensation exonérations FB (établissements industriels)	545,8	582,4	664,2	693,0	<b>721,0</b>
compensation exonérations FNB	15,5	15,5	15,4	15,3	15,2
<b>TOTAL ALLOCATIONS FISCALES (2)</b>	<b>563,1</b>	<b>599,7</b>	<b>681,4</b>	<b>710,2</b>	<b>738,1</b>
<i>Evolution en K€</i>	516	37	82	29	28
<i>taux d'évolution</i>	+ 1106,40%	+ 6,50%	+ 13,63%	+ 4,22%	+ 3,93%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 531</b>	<b>1 597</b>	<b>1 768</b>	<b>1 855</b>	<b>1 896</b>
<i>Evolution en K€</i>	38	67	171	87	42
<i>taux d'évolution</i>	+ 2,56%	+ 4,35%	+ 10,69%	+ 4,91%	+ 2,24%

À partir de 2021, la taxe d'habitation ne concerne plus les résidences principales mais uniquement les résidences secondaires et autres locaux meublés.

Le coefficient correcteur avec 0,69 neutralise les effets du passage de la taxe d'habitation au foncier bâti renforcé.

Compensation fiscale liée à la réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels à partir de 2021.

L'exercice 2025 enregistre une faible évolution avec le recentrage de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la baisse du foncier non bâti. En outre, il faut noter la progression de la compensation du foncier bâti sur les établissements industriels.



en milliers d'euros

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
- Total opérations d'équipement	1 552	1 785	456	2 200	4 163
- Divers	114	1	35	31	0
- Reversement excédent budget assainissement	0	0	1 727	0	0
- Travaux en régie	8	10	32	21	35
<b>TOTAL À FINANCER (1)</b>	<b>1 673</b>	<b>1 795</b>	<b>2 249</b>	<b>2 252</b>	<b>4 198</b>
- Autofinancement net	3 078	2 347	2 470	1 935	2 793
- Subventions et participations	109	88	721	117	68
- FCTVA	496	476	273	107	43
- Taxe d'aménagement	31	16	46	11	3
- Recettes diverses	27	3	1	2	0
- Emprunt	112	0	0	0	0
<b>TOTAL RECETTES (2)</b>	<b>3 852</b>	<b>2 931</b>	<b>3 512</b>	<b>2 172</b>	<b>2 908</b>
<b>VARIATION DU FDS. DE ROUL (2) - (1)</b>	<b>2 179</b>	<b>1 135</b>	<b>1 262</b>	<b>-81</b>	<b>-1 290</b>
<b>Fonds de roulement de clôture</b>	<b>16 479</b>	<b>17 615</b>	<b>20 703</b>	<b>20 623</b>	<b>19 333</b>
<b>Fonds de roulement corrigé</b>			<b>19 441</b>		

effet clôture budget  
assainissement

La commune a réalisé un programme d'investissement de 10 156 K€ depuis 2021.

L'exercice 2025 représente 41% du total.

Les ressources sur la période 2021-2025 se caractérisent par :

- une capacité d'autofinancement de 12 623 K€,
- un total de subventions de 1 104 K€,
- la perception de FCTVA pour 1 395 K€.

Le fonds de roulement de 2025 diminue de 1 290 K€ par rapport à 2024 mais représente un montant exceptionnel avec 19 333 K€.

# ANALYSE DES RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2025

2025

FONCTIONNEMENT	
DÉPENSES	4 295 542,74
RECETTES	6 128 807,07
<b>RÉSULTAT EXERCICE</b>	<b>1 833 264,33</b>
RÉSULTAT n-1 (002)	
<b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>	<b>1 833 264,33</b>



Il doit permettre de couvrir le déficit d'investissement y compris celui des restes à réaliser.

Sans déficit d'investissement y compris les RAR, il peut être affecté en totalité au 002 « résultat de fonctionnement reporté » ou être affecté en partie ou totalité au 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ».

INVESTISSEMENT	
DÉPENSES	4 266 688,82
RECETTES	2 555 115,09
<b>RÉSULTAT EXERCICE</b>	<b>-1 711 573,73</b>
RÉSULTAT n-1 (001)	19 210 828,55
<b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>	<b>17 499 254,82</b>



Il va correspondre au 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en n+1.

<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE</b>	<b>19 332 519,15</b>
----------------------------	----------------------

<b>RESTES À RÉALISER</b>	<b>-1 992 850,00</b>
--------------------------	----------------------

<b>RÉSULTAT AVEC RESTES À RÉALISER</b>	<b>17 339 669,15</b>
--	----------------------

<b>RESTES À RÉALISER</b>	<b>-1 992 850,00</b>
DÉPENSES	2 017 850,00
RECETTES	25 000,00

## PRESENTATION DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2025

2025

FONCTIONNEMENT	BUDGET PRINCIPAL	CLE DES CHAMPS	RESIDENCE DES POETES 2	RESIDENCE LA SITELLE	ENERGIES PHOTOVOLT.	TOTAL
DÉPENSES	4 295 542,74	764 828,63	18 588,00	0,00	1 387,78	5 080 347,15
RECETTES	6 128 807,07	789 109,77	18 588,20	0,00	16 369,41	6 952 874,45
<b>RÉSULTAT EXERCICE</b>	<b>1 833 264,33</b>	<b>24 281,14</b>	<b>0,20</b>	<b>0,00</b>	<b>14 981,63</b>	<b>1 872 527,30</b>
RÉSULTAT n-1 (002)		1,53	0,20	-99 841,76	3 037,57	-96 802,46
<b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>	<b>1 833 264,33</b>	<b>24 282,67</b>	<b>0,40</b>	<b>-99 841,76</b>	<b>18 019,20</b>	<b>1 775 724,84</b>

INVESTISSEMENT						
DÉPENSES	4 266 688,82	615 959,06	18 588,00	0,00	2 516,67	4 903 752,55
RECETTES	2 555 115,09	529 902,16	2 304,00	0,00	975 350,50	4 062 671,75
<b>RÉSULTAT EXERCICE</b>	<b>-1 711 573,73</b>	<b>-86 056,90</b>	<b>-16 284,00</b>	<b>0,00</b>	<b>972 833,83</b>	<b>-841 080,80</b>
RÉSULTAT n-1 (001)	19 210 828,55	-529 902,16	-2 304,00	-18 245,85	3 793,96	18 664 170,50
<b>RÉSULTAT CUMULÉ</b>	<b>17 499 254,82</b>	<b>-615 959,06</b>	<b>-18 588,00</b>	<b>-18 245,85</b>	<b>976 627,79</b>	<b>17 823 089,70</b>

<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE</b>	<b>19 332 519,15</b>	<b>-591 676,39</b>	<b>-18 587,60</b>	<b>-118 087,61</b>	<b>994 646,99</b>	<b>19 598 814,54</b>
RESTES À RÉALISER	-1 992 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 992 850,00
<b>RÉSULTAT AVEC RESTES À RÉALISER</b>	<b>17 339 669,15</b>	<b>-591 676,39</b>	<b>-18 587,60</b>	<b>-118 087,61</b>	<b>994 646,99</b>	<b>17 605 964,54</b>



Le tableau ci-dessus met en perspective les résultats du budget principal et des budgets annexes avec un résultat de clôture très significatif du budget principal et des résultats déficitaires pour :

LA CLE DES CHAMPS  
LA RESIDENCES DES POETES  
LA RESIDENCE LA SITELLE

Et un résultat excédentaire pour le budget « ENERGIES PHOTOVOLTAIQUES »

Il faut noter que les restes à réaliser sont négatifs avec - 1 992 850 et entraînent une réduction du résultat global.



**En 2025, la commune dispose d'une épargne nette de 2 437 K€** en progression de +522 K€ par rapport à 2024. Rapportée par habitant, elle représente 643 euros contre 140 euros pour la strate nationale, soit un niveau 4,6 fois supérieur à la moyenne.

**La capacité dynamique de désendettement en 2025 est quasiment nulle** avec un indicateur évalué à 0,02 année.

**L'évolution entre 2024 et 2025 se caractérise pour :**

**1) Les dépenses réelles de fonctionnement hors déficit de budget annexe par une progression de +315 K€, soit +10,6% principalement sous les effets :**

- d'une hausse des charges de personnel (+213 K€),
- de la progression de l'entretien des bâtiments (+62 K€),
- du renforcement des subventions aux écoles (+52 K€),
- d'une baisse des dépenses énergétiques (-40 K€).

**Rapportées à l'habitant**, les dépenses de fonctionnement de l'année 2025 atteignent 1 113 euros pour MORÉAC contre 1 084 euros pour la moyenne nationale.

**Structurellement en 2025**, les charges de personnel représentent la première dépense avec 46,1% (avec les remboursements d'assurance du personnel) des dépenses de fonctionnement, tandis que les charges à caractère général s'établissent à 35,9%.

**2) Les recettes réelles de fonctionnement hors produits des cessions d'immobilisations par une augmentation de +294 K€, soit +5,4% avec les variations principales suivantes :**

- favorables : des autres produits de gestion courante (+293 K€) et des dotations de +62 K€ (DSR, autres participations et compensation du foncier bâti),
- défavorables : de l'attribution de compensation (-69 K€).

**Rapportées à l'habitant**, les recettes de fonctionnement en 2025 atteignent 1 597 euros pour MORÉAC contre 1 233 euros pour la moyenne nationale.

**Structurellement**, les impôts directs locaux représentent 28,4% des recettes réelles de fonctionnement en 2025 et la DGF : 3,6%.

**En structure**, les impôts directs locaux représentent 28,4% des recettes réelles de fonctionnement en 2025 contre 46,2% pour la strate nationale. La DGF représente 3,6% des recettes réelles de fonctionnement en 2025 contre 13,4% pour la strate nationale.

**La commune a réalisé un programme d'investissement de 12,3 M€ entre 2021 et 2025** entièrement autofinancé.

**Le fonds de roulement de 2025 diminue de -1,3 M€ par rapport à 2024 et s'établit à 19,3 M€.**

## 1 - Analyse financière 2021-2025

## 2 - Les principales mesures de la Loi de Finances 2026

## 3 - Analyse prospective 2026-2029



## SOLDE PUBLIC (déficit rapporté au PIB)



Le projet de loi de finances pour 2026 s'inscrit dans une trajectoire « nécessaire » de redressement des comptes publics.

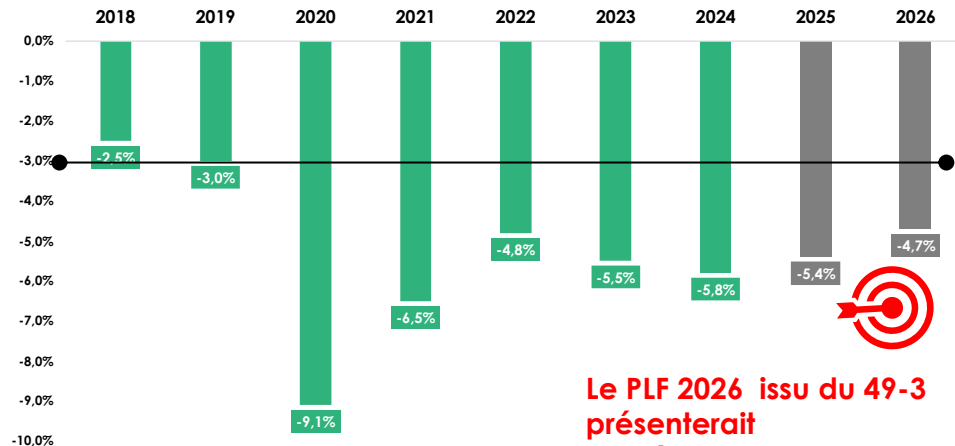
Le contexte macroéconomique est marqué par un climat d'incertitude économique élevée, **mais la croissance résisterait en 2025 (+0,7 % en 2025) et croîtrait (+1,0 %) en 2026.**

L'économie mondiale continuerait de ralentir en 2026 (+2,9 %), reflétant la dégradation des perspectives de croissance dans les pays les plus exposés aux mesures commerciales américaines. La demande mondiale en biens adressée à la France ralentirait (+2,1 %, après +2,5 %). Dans ce contexte international moins porteur, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait négative (-0,1 pt). L'activité en 2026 serait majoritairement portée par la demande interne.

L'inflation augmenterait légèrement à **+1,3 % en moyenne annuelle 2026**. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par une moindre baisse des prix de l'énergie, après les fortes baisses des prix de l'électricité et du pétrole intervenues en 2025.

Première étape du redressement des comptes publics engagé conformément à la trajectoire du plan structurel de moyen terme (PSMT), l'année 2025 a été marquée par l'engagement d'un effort budgétaire significatif, dont témoignent la loi de finances (LFI) pour 2025 et la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2025, afin de ramener le déficit à 5,4 % du PIB, après un déficit de 5,8 % du PIB en 2024.

Le PLF pour 2026 a pour ambition de poursuivre l'effort de consolidation des comptes publics, conformément aux engagements européens de la France. En 2026, le solde public s'établirait ainsi -4,7 % du PIB, après un déficit de -5,4 % du PIB en 2025.



**Le PLF 2026 issu du 49-3 présenterait un déficit de -5%**

La trajectoire d'évolution du déficit vise un retour sous les 3% en 2029 (Plan Budgétaire et Structurel de Moyen Terme 2025-2029).

Cette réduction du déficit est nécessaire pour stabiliser le ratio de dette, qui représente en 2026, **117,9% du PIB.**

**Le retour sous les 3 % de déficit en 2029 permettra de repasser sous le solde stabilisant la dette, et ainsi d'amorcer une réduction du ratio de dette à partir de 2028.**

la France demeure sous le coup d'une procédure pour déficit excessif depuis juillet 2024, dans le cadre des nouvelles règles budgétaires européennes entrées en vigueur le 30 avril 2024, du fait d'un déficit public supérieur au seuil de 3 % du PIB.

(\*) Source : PLF 2026

Les mesures de consolidation porteront prioritairement sur la dépense, qui représente deux-tiers de l'effort total.

**Cet effort sera partagé entre l'Etat, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale.**

(en Md€)	2024	2025	2026	Évolution 2025-2026
<b>Dépenses de l'État et des opérateurs*</b>	<b>651</b>	<b>663</b>	<b>683</b>	<b>20</b>
Dépenses des crédits ministériels hors effort de défense	280	276	275	-1
Défense (périmètre LPM)	48	51	57	7
PSR UE	22,3	23	29	6
Charge de la dette*	44,5	52,3	60,4	8
<b>Dépenses des ASSO*</b>	<b>778</b>	<b>805</b>	<b>814</b>	<b>9</b>
Ondam	256	266	270	4
Dépenses de retraites	334	347	353	6
<b>Dépenses des APUL*</b>	<b>330</b>	<b>337</b>	<b>338</b>	<b>2</b>
Dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales	224	229	231	2
<b>Total des dépenses</b>	<b>1652</b>	<b>1696</b>	<b>1725</b>	<b>29</b>

**En 2026, les collectivités territoriales seront associées aux efforts de maîtrise du déficit public, la dépense locale représentant environ 20 % de la dépense publique.**

Les recettes totales des collectivités évolueraient néanmoins à un rythme plus élevé que l'inflation de +4,2 Md€ (+1,4 %), même en tenant compte des effets des mécanismes DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales) sur les recettes disponibles ainsi que des autres mesures d'économie.

Les dépenses de fonctionnement des collectivités locales progresseraient de +2,4 Md€. **Cette modération de la dépense serait notamment permise par** la reconduction du mécanisme du DILICO et la mise en œuvre de différentes mesures d'économies ciblées, combinées à des mesures de soutien, au bénéfice en particulier des collectivités les plus fragiles.



## COUT DES MESURES DU PLF 2026 POUR LES COLLECTIVITES

	Md€
DILICO 2	2
Baisse compensation FB et CFE des locaux industriels	0,8
Baisse DCRTP	0,5
Modification règles du FCTVA	0,7
Baisse du fonds vert	0,5
Création du FIT ( DETR-DSIL-DPV)	0,2
<b>TOTAL 1</b>	<b>4,4</b>


Effet majoration de 3 points de la CNRACL en 2026	1,2
---	-----

<b>TOTAL 1+ effet CNRACL</b>	<b>5,9</b>
------------------------------	------------



**Les mesures définitives représenteront 2,3 Md€**

(\*) Source : PLF 2026

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
 Reçu en préfecture le 09/04/2026  
 Publié le   
 ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

## PLF 2026

Taux de variation en volume, sauf indications contraires	Exécution 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>			
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,8	1,6	1,5
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	0,9	1,3	1,4
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	2,4	2,1	1,7
Prix du baril de Brent (en dollars)	81	70	68
Taux de change euro/dollar	1,08	1,13	1,16

<b>ÉCONOMIE FRANÇAISE</b>			
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 920,0	2 987,0	3 061,0
Variation en volume (en %)	1,1	0,7	1,0
Variation en valeur (en %)	3,2	2,3	2,5
Dépenses de consommation des ménages (en %)	1,0	0,5	0,9
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	-2,4	-0,9	2,6
Exportations (en %)	2,4	0,5	2,0
Importations (en %)	-1,3	2,7	2,3
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	1,8	1,0	1,3
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-79	-80	-71
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) <sup>1</sup>	-5,8	-5,4	-4,7

**COISSANCE POUR 2026**



**INFLATION POUR 2026**



La croissance atteindrait **+0,7 % en 2025**, freinée par les mesures commerciales américaines et le climat d'incertitude prolongée ; l'inflation poursuivrait son reflux et s'établirait à **+1 %**.

La croissance s'établirait à **+1,0 % en 2026** ; l'inflation augmenterait et s'élèverait à **+1,3 %**.

Pour 2026, la prévision de croissance du Gouvernement est légèrement supérieure à celles du Consensus Forecasts de septembre, de l'OCDE et de la Banque de France (+0,9 %), mais identique à celle du FMI (+1,0 %) et inférieure à celle de la Commission européenne publiée en mai (+1,3 %).

La prévision d'inflation pour 2026 est dans le bas de la fourchette des autres prévisionnistes. Au sens de l'IPC, le Consensus Forecasts de septembre prévoit une inflation en moyenne annuelle de 1,5 % en 2026. Au sens de l'IPCH, la Banque de France prévoit une inflation à 1,3 %, comme le Gouvernement, le FMI à 1,5 % et l'OCDE à 1,6 %. En mai, la Commission européenne prévoyait une inflation à 1,2 % en 2026.



Tableau 3 : Prévisions pour la France projet de loi de finances, OCDE, Commission européenne et FMI

	PLF pour 2026		OCDE* - sept. 2025 -		Commission européenne* - mai 2025 -		FMI * - juillet 2025 -	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Taux de croissance annuel (en %)								
PIB	0,7	1,0	0,6	0,9	0,6	1,3	0,6	1,0
Indice des prix à la consommation harmonisé	1,0**	1,3**	1,1	1,6	0,9	1,2	1,1	1,5

(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2026

## La trajectoire pluriannuelle sous-jacente au PLF 2026 prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3 % à horizon 2029.

Cette trajectoire de consolidation progressive des finances publiques permettra de concilier assainissement des finances publiques pour garantir notre souveraineté financière et budgétaire et préservation de l'activité et de l'emploi, tout en finançant les priorités nationales, en particulier la défense.

**Les mesures de redressement engagées en 2025 consistent en la première étape pour atteindre les objectifs de finances publiques que s'est fixés le Gouvernement dans le cadre du Plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT) 2025-2029** actualisé dans le Rapport d'avancement annuel (RAA) 2025, en particulier l'objectif de retour à un déficit en dessous de 3 % en 2029.

L'effort est poursuivi en 2026 : le déficit public atteindrait -4,7 % du PIB, après -5,4 % du PIB 2025.

Entre 2026 et 2029, le déficit serait réduit de 1,9 point de PIB en cumulé, passant de -4,7 % en 2026 à -2,8 % en 2029. Cette réduction serait portée par un ajustement structurel cumulé de 1,7 point de PIB potentiel (0,6 point d'ajustement structurel par an en moyenne sur la période 2027-2029), malgré un renchérissement du coût de la charge d'intérêt de la dette de 0,8 point.

La dette au sens de Maastricht passerait de 115,9 % du PIB en 2025 à 118,7 % en 2027. Le ratio de dette amorcerait ensuite sa décrue à partir de 2028 : il atteindrait 118,6 % du PIB en 2028 et 118,0 % du PIB en 2029.

La stratégie de redressement des comptes publics s'appuiera avant tout sur une amélioration structurelle et donc pérenne, porté par un effort structurel en dépense et en recettes.



## Retour sous les 3% du déficit en 2029

**Tableau 5 : Trajectoire pluriannuelle de finances publiques**

En points de PIB sauf mention contraire	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>Solde public</b>	-5,8	-5,4	-4,7	-4,1	-3,4	-2,8
dont État	-5,2	-4,3	-4,5	-4,4	-4,2	-4,0
dont ODAC	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
dont APUL	-0,6	-0,5	-0,3	-0,2	-0,1	0,0
dont ASSO	0,0	-0,3	0,1	0,5	0,9	1,2
dont régime général et fonds de solidarité vieillesse	-0,4	-0,7	-0,6	-0,3	-0,2	0,0
<b>Solde conjoncturel</b>	0,0	-0,2	-0,4	-0,3	-0,3	-0,1
<b>Solde des mesures ponctuelles et temporaires (one-offs) *</b>	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde structurel *</b>	-5,8	-5,1	-4,3	-3,7	-3,1	-2,7
Ajustement structurel*	-0,4	0,7	0,8	0,6	0,6	0,4
Ajustement structurel primaire*	-0,2	0,8	1,0	0,9	0,9	0,6
Dépense primaire nette	3,5	1,0	0,6	1,0	1,1	1,3
<i>p.m. : dépense primaire nette recommandée par le Conseil</i>	3,8	0,8	1,2	1,2	1,2	1,1
Dépense publique hors crédits d'impôts	56,6	56,8	56,4	55,9	55,4	55,0
<b>Prélèvements obligatoires (PO), nets des crédits d'impôts</b>	42,8	43,6	43,9	44,2	44,4	44,6
<b>Dette publique</b>	113,2	115,9	117,9	118,7	118,6	118,0
<b>Croissance volume (%)</b>	1,2	0,7	1,0	1,2	1,3	1,3

## 2028 : Début de l'inflexion



(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2026

### 3° PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

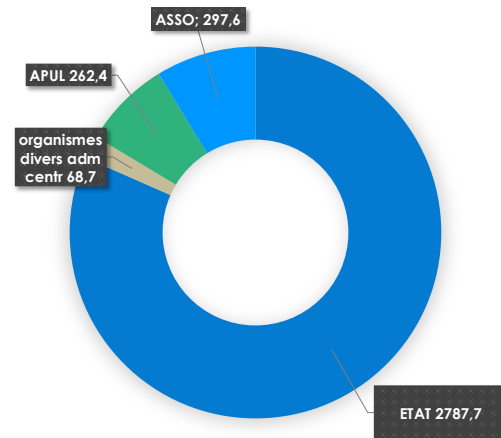
L'endettement des administrations publiques est essentiellement porté par l'État et, dans une moindre mesure, par les administrations de sécurité sociale (ASSO) et les administrations publiques locales (APUL).

Au **30 juin 2025**, la dette consolidée de l'État s'élève à **2 787,7 Md€** pour un encours de dette négociable de 2 702 Md€ (dont 298 Md€ de titres indexés). Les organismes divers d'administration centrale (ODAC) ont interdiction de s'endetter à plus de douze mois, sauf exception déterminée par la loi (article 12 de la loi de programmation des finances publiques du 28 décembre 2010). La dette de SNCF Réseau, qui a été intégrée à la dette publique à la suite du reclassement de l'entreprise au sein des administrations publiques, représente la majeure partie de la dette des ODAC.

**Concernant les APUL, la dette s'élève à 262,4 Md€ au 30 juin 2025.**

**Concernant les ASSO, la dette s'élève à 297,6 Md€ au 30 juin 2025.** La dette des ASSO est principalement portée par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), l'UNEDIC et l'Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss).

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
 Reçu en préfecture le 09/04/2026  
 Publié le  
 ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



**3416 Md€ de dette en 2025**

Tableau 25 : Prévission d'évolution du ratio d'endettement par sous-secteur des administrations publiques			
(Points de PIB)	2024	2025	2026
<b>Ratio d'endettement au sens de Maastricht</b>	<b>113,2</b>	<b>115,9</b>	<b>117,9</b>
dont contribution des administrations publiques centrales (APUC)	94,4	97,2	99,3
dont contribution des organismes divers d'administrations centrales	2,4	2,5	2,4
dont contribution des administrations publiques locales (APUL)	9,0	9,3	9,4
dont contribution des organismes divers d'administrations locales	1,6	1,7	1,8
dont contribution des administrations de sécurité sociale (ASSO)	9,8	9,4	9,3

Les collectivités locales devraient représenter en 2026 : 9,4% du PIB



(\*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2026

**La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre n-2 et novembre n-1 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) depuis 2018.**

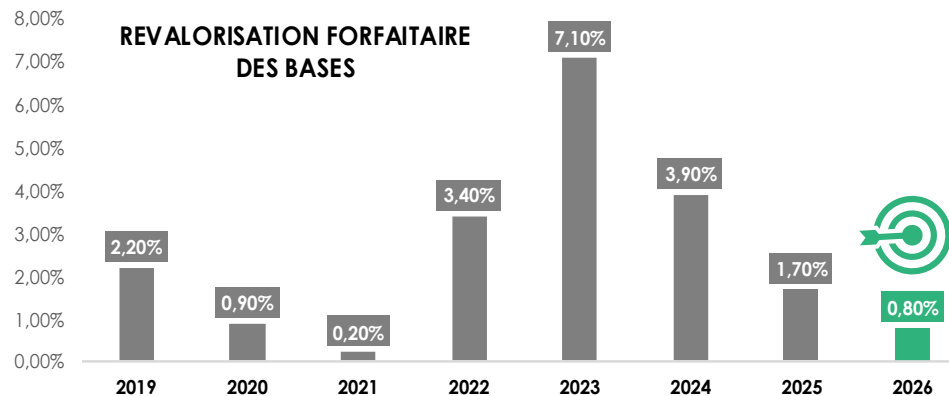
Les bases des locaux industriels seront également revalorisées en fonction de l'évolution de l'IPCH dans le cadre des nouvelles compensations fiscales créées en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié des valeurs locatives.

L'indice des prix à la consommation harmonisé est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne.

**La revalorisation a été de +3,40 % en 2022, de +7,1% en 2023, de +3,9% en 2024 et +1,7% en 2025.**



**La revalorisation des bases en 2026 tiendra compte de la variation à 100% de l'IPCH sur la période de novembre 2024 à novembre 2025. L'IPCH atteint seulement +0,8 % .**



## 2 - LA DYNAMIQUE ou LE GEL DE LA FRACTION DE TVA EN 2026

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



29

Depuis 2023 les communes et EPCI perçoivent en compensation de la suppression de la CVAE, 2 parts :

- Une part fixe qui correspond au droit à compensation.
- Une part variable qui correspond à la dynamique de la TVA affectée au fonds national d'attractivité économique des territoires qui tient compte en 2025 pour les 2/3 des effectifs employés en n-1 et 1/3 au prorata de la valeur locative de la CFE.

**La loi de finances 2025 avait prévu de reconduire exceptionnellement pour l'exercice 2025, les montants de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) versés en 2024 aux collectivités locales qui en sont affectataires**, en prenant pour valeur de référence la dynamique fiscale de l'année précédente, en lieu et place de celle de l'année en cours.

L'exposé des motifs du PLF 2025 précisait « qu'elle améliore également la prévisibilité des recettes : les régularisations en cours d'année, parfois tardives, ne seront donc pas nécessaires en 2025 ».

**La mesure permettait également une participation temporaire** des collectivités locales à l'effort d'assainissement des comptes publics, avec une maîtrise de la dynamique de la fiscalité nationale partagée, au titre de la TVA, pour l'exercice 2025.

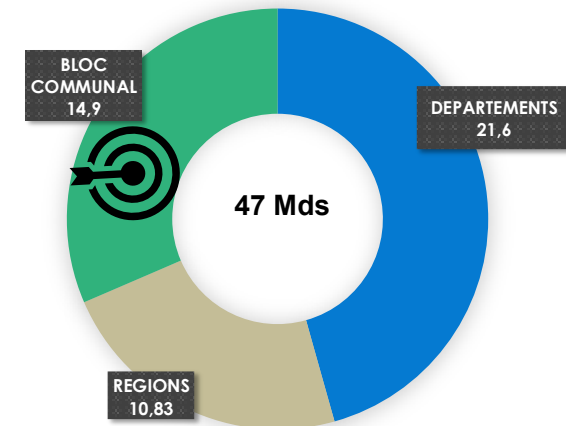
**Le PLF 2026 définit, à compter de l'exercice 2026, les modalités d'affectation du versement de la dynamique des fractions de taxe sur la valeur ajoutée** affectées aux collectivités locales, après la stabilité en valeur opérée, à titre exceptionnel, pour l'année 2025.

**Le taux d'évolution du montant transféré de TVA est calculé, pour chaque exercice, en minorant la dynamique annuelle de la TVA, lorsqu'elle est positive, par le taux d'inflation.**

Le taux d'évolution du montant affecté aux collectivités locales ne peut, du seul fait de cette minoration, être négatif.

**Au titre de l'exercice 2026, cette mesure serait toutefois neutre pour les collectivités locales dans la mesure où la TVA nationale prévisionnelle pour 2025, sur la base de laquelle est désormais calculée leurs fractions, est prévue en baisse par le présent projet de loi de finances.**

L'enveloppe des Régions est corrigée en 2026 de -5,2 Md€ qui sont réintégrés dans la DGF



### 3 - UN AJUSTEMENT DE LA COMPENSATION DE L'EXONERATION DE LA TAXE FONCIERE SUR LE NON BATI EN FAVEUR DES TERRES AGRICOLES

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

Berser  
Levrault

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



Le PLF 2026 prévoit de compenser les pertes de recettes induites par le relèvement en 2025 de 20% à 30% de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des propriétés agricoles prévue à l'article 1394 B bis du code général des impôts et modifié par la loi de finances pour 2025.

Le relèvement de moitié du taux d'exonération s'inscrivait dans l'objectif de compétitivité des exploitations agricoles.

Cette mesure est estimée à 50 M€.



La dotation forfaitaire de 2026 conserve les principaux dispositifs avec 3 composants.

## DOTATION FORFAITAIRE 2026

<b>DOTATION FORFAITAIRE n-1</b>	Cette part pérennise les effets des baisses des années précédentes prélévement pour le redressement des finances publiques et écrêtement.
<b>PART VARIABLE POPULATION</b>	Evolution de la population N/N-1 Montants compris entre 64,46 € et 128,93€ ( moins de 500 hab et plus de 200 000 habitants); Croissance logarithmique entre 1 et 2.
<b>DISPOSITIF DE FINANCEMENT DES REDISTRIBUTIONS INTERNES A LA DGF "ECRETEMENT "</b>	Ecrêtement si le potentiel fiscal / hab. logarithmé de la commune est supérieur ou égal à 85% du potentiel fiscal logarithmé moyen. Soit un niveau de 633 € en 2025  -Plafonnement de la minoration à 1% des recettes réelles n-2

2026

Les montants individuels pourront être impactés uniquement par les variations de population et par l'écrêtement susceptible de s'appliquer à la dotation forfaitaire.

En 2022 44 % des communes (15 600 communes) ont été écrêtées contre 60% des communes en 2021 (20 850 communes) .

Car le seuil de l'écrêtement a été relevé de 75% à 85% du potentiel fiscal moyen en 2022, ce qui a entraîné un effet favorable pour environ 3000 communes qui ont échappé à ce dernier, mais cette mesure a été financée par les autres communes prélevées.

L'écrêtement n'a pas de limite de durée mais son montant ne peut excéder le montant de la dotation forfaitaire.

**L'écrêtement acquitté par les communes en 2022 représentait 155 M€.**

**En 2023, compte tenu des conditions économiques et de la crise énergétique l'écrêtement a été suspendu. En 2024, il représentait seulement 25 M€** car le comité des finances locales a décidé de le faire supporter à 60% sur la dotation forfaitaire et à 40% par la dotation de compensation.

**En 2025, le financement de la progression annuelle des dotations de péréquation et de la population a atteint 320 M€.** Mais une partie de la hausse des dotations a été financée par un abondement de 150 M€ de l'Etat. **L'écrêtement de la dotation forfaitaire a représenté 114 M€.**

**En 2026, l'écrêtement de la dotation forfaitaire pourrait atteindre 192 M€ avec une répartition équivalente à celle de 2025 (soit 60%).**



## EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE EN 2026 : + 290 MILLIONS D'Euros

Elle sera corrigée à 300 M€ par le comité des finances locales en 2026



En 2026 la hausse de 150 M€ pourrait entrainer une augmentation des enveloppes de :

- 5,3% pour la DSR Bourg centre.
- 8,9% pour la DSR Péréquation car 60% de l'augmentation va concerner cette fraction pour toucher la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants.
- 2,9% pour la DSR Cible

Dotation de Solidarité Rurale

	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Evolution en M€</b>	95	200	150	150	150
<b>Répartition de l'enveloppe de la DSR</b>					
<b>DSR BOURG CENTRE</b>	45%	30%	30%	30%	30%
<b>DSR PEREQUATION</b>	10%	40%	40%	40%	40%
<b>DSR CIBLE</b>	45%	10%	10%	10%	10%



**Le PLF 2026 prévoit à compter de 2026, que la compensation afférente à l'abattement de 50 % mis en œuvre à partir de 2021 et applicable aux valeurs locatives des établissements industriels pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et pour la cotisation foncière des entreprises (CFE) fait l'objet d'une réduction de 25 % dans le cadre d'un coefficient de minoration.**

L'exposé des motifs précise que mis en œuvre sous la forme d'un prélèvement sur les recettes de l'État, le coût de ce mécanisme a connu, depuis son instauration, une progression très dynamique. Entre 2021 et 2024, son montant a crû de près de 800 M€, soit une augmentation supérieure à 22 % en trois exercices budgétaires.

L'exécution pour l'année 2024 s'est ainsi élevée à 4 317 M€, répartis entre la compensation de TFPB (2,3 Md€) et de CFE (2 Md€).

Ce dynamisme trouve son origine, à titre principal, dans la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.

Le dispositif proposé de maîtrise de la dynamique du PSR tend à ramener la compensation au niveau qui était le sien en 2021.

Mis en place en 2021 dans le cadre de la réduction des impôts de production visant à améliorer la compétitivité des entreprises, ce mécanisme est égal à un produit obtenu en multipliant la perte de base résultant de cette mesure au titre de l'année en cours par le taux de TFPB de 2020 et par celui de la CFE.

Bruno LE MAIRE et Oliver DUSSOPT promettaient en juin 2020 que les effets de cette baisse seraient intégralement neutralisés, tant sur le stock des établissements industriels déjà établis, que sur le flux des extensions ou installations nouvelles », de façon à « préserver l'intéressement local à l'accueil des industries ».

**Il faut noter qu'une absence d'actualisation en 2026 de cette allocation compensatrice extrêmement significative pour les EPCI et les communes sièges d'entreprises industrielles serait contraire à son fondement** « pour un euro payé par l'entreprise, un euro serait payé par l'Etat ».



**La version adoptée limite le coefficient de minoration à 19,3% et fixe un plafond à 2 des recettes réelles de fonctionnement d'une manière comparable au DILICO.**

- Le PLF 2026 prévoit que les variables d'ajustement seront sollicitées à hauteur de -527 M€ en 2026

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle a été créée en 2011 lors de la réforme de la taxe professionnelle pour compléter le fonds national de garantie des individuelles de garantie dont le rôle était d'assurer la neutralité de la réforme. Avec le cumul des baisses des communes et EPCI ont perdu la totalité de leur DC RTP, ce qui conduit les nouvelles minorations à une concentration sur un nombre réduit de collectivités.



- La DC RTP des communes de 2026 enregistrerait la plus forte baisse avec -68%

	LFI 2023	LFI 2024	Evolution 2024/2023		LFI 2025	Evolution 2025/2024		PLF 2026	Evolution 2026/2025	
			en €	en %		en €	en %		en €	en %
DC RTP COMMUNES	242 658 133	237 975 518	-4 682 615	-1,93%	187 975 518	-50 000 000	-21,01%	59 537 455	-128 438 063	-68,33%
DC RTP EPCI	902 110 332	892 792 947	-9 317 385	-1,03%	740 565 262	-152 227 685	-17,05%	610 772 436	-129 792 826	-17,53%
DC RTP DEPARTEMENTS	1 253 315 500	1 243 315 500	-10 000 000	-0,80%	1 204 315 500	-39 000 000	-3,14%	1 174 315 000	-30 000 500	-2,49%
DC RTP REGIONS	477 129 770	467 129 770	-10 000 000	-2,10%	278 463 770	-188 666 000	-40,39%	97 697 769	-180 766 001	-64,92%
DC RTP FDPTP	284 278 000	271 278 401	-12 999 599	-4,57%	214 278 401	-57 000 000	-21,01%	164 278 401	-50 000 000	-23,33%
<b>TOTAL</b>	<b>3 159 491 735</b>	<b>3 112 492 136</b>	<b>-46 999 599</b>	<b>-1,49%</b>	<b>2 625 598 451</b>	<b>-486 893 685</b>	<b>-15,64%</b>	<b>2 106 601 061</b>	<b>-518 997 390</b>	<b>-19,77%</b>

- La correction est à nouveau historique comme le montre le tableau ci-dessous qui rappelle les corrections appliquées depuis 2013 sur les « variables d'ajustement »

En M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Montant du gage	-201	-227	-285	-82	-589	-156	-159	-148	-51	-50	-15	-47	-487



**Dans la version finale de la loi de finances pour 2026, l'enveloppe de la DC RTP des communes passe de 187 975 518 € à 137 455 €. En conséquence les communes vont perdre leur compensation en 2026. La baisse totale de la DC RTP atteint - 586 M€.**

# 8- DISPOSITIF DE LISSAGE CONJONCTUREL DES RESSOURCES FISCALES

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
 Reçu en préfecture le 09/04/2026  
 Publié le  
 ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

## DILICO 2025

## DILICO INITIAL 2026

## DILICO FINAL 2026

Enveloppe

1 Md€

2 Md€

0,740 Md€

Répartition :

	DILICO 2025	
	M€	%
COMMUNES	250	25%
EPCI	250	25%
DEPARTEMENTS	220	22%
REGIONS	280	28%
<b>TOTAL</b>	<b>1000</b>	<b>100%</b>

	DILICO 2026	
	M€	%
COMMUNES	720	36%
EPCI	300	25%
DEPARTEMENTS	280	14%
REGIONS	500	25%
<b>TOTAL</b>	<b>2000</b>	<b>100%</b>

	DILICO FINAL 2026	
	M€	%
COMMUNES	0	0%
EPCI	250	34%
DEPARTEMENTS	140	19%
REGIONS	350	47%
<b>TOTAL</b>	<b>740</b>	<b>100%</b>

**Principe : la participation des communes et des EPCI et le montant de la contribution est fondée sur un indice synthétique**

L'indice synthétique des COMMUNES est composé à 75 % du rapport entre le potentiel financier / habitant de la commune et celui de l'ensemble des communes et à 25% du revenu / habitant de la commune et le revenu moyen / habitant de l'ensemble des communes.

L'indice synthétique des ECPI est composé à 75 % du rapport entre le potentiel fiscal / habitant de l'EPCI et celui de l'ensemble des EPCI et à 25% du revenu / habitant de l'EPCI et le revenu moyen / habitant de l'ensemble des EPCI.

Eligibilité au DILICO :

Les communes dont l'indice synthétique est supérieur à 110% de l'indice moyen sont prélevées.

Les EPCI dont l'indice synthétique est supérieur à 110% de l'indice moyen sont prélevés.

Les communes dont l'indice synthétique est supérieur à 100% de l'indice moyen sont prélevées.

Les EPCI dont l'indice synthétique est supérieur à 80% de l'indice moyen sont prélevés.



Abaissement du niveau des indicateurs pour déterminer l'éligibilité qui entraîne un plus grand nombre de contributeurs



**Dans la version 2026 retenue le DILICO atteint 740 M€  
 Les communes sont exclues  
 Les conditions de 2025 s'appliquent pour les EPCI**

DILICO 2025

DILICO FINAL  
2026

Plafonnement  
du prélèvement

La contribution calculée est plafonnée à 2% des recettes réelles de fonctionnement n-2 du budget principal.

Principe du  
reversement

Absence de conditions au reversement

Les sommes sont restituées par tiers sur les 3 années suivant la mise en réserve à hauteur de 90% pour les collectivités prélevées et 10% des tiers seront affectés pour les communes et EPCI au FPIC.

Période de retour : 2026-2028

**La loi de finances pour 2023 a créé un « fonds vert » de 2 Milliards d'euros** qui finance la transition écologique, le fond friche ou l'accompagnement en ingénierie des collectivités.

**Le fonds vert d'accélération de la transition écologique est porté à 2,5 Md€ en 2024** (avec 500 M€ prélevés sur les modalités de compensation de la CVAE)

**Les 3 axes thématiques sont :**

- La performance environnementale ( rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage),
- L'adaptation au changement climatique,
- L'amélioration du cadre de vie ( sobriété en matière de mobilité et de foncier).

**La loi de finances pour 2025 a ramené le fonds vert à 1,15 Md€.**

**Le PLF 2026. en version initiale diminue le fonds d'accélération de la transition écologique à 0,650 Mds soit une baisse de -0,5 Mds.**



**Dans la version retenue, il représente 837 M€ en baisse de 0,3 Md€.**

**1 - Analyse financière 2021-2025**

**2 - Les principales mesures de la Loi de Finances 2026**

**3 - Analyse prospective 2026-2029**



# 1. LES DEPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (HORS INTÉRÊTS)

## LES HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le



ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

en milliers d'euros	2025	2026	2027	2028	2029	OBSERVATIONS
<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 156</b>	<b>1 273</b>	<b>1 311</b>	<b>1 351</b>	<b>1 391</b>	projection 95% du budget 2026 avec 3%/an
<b>Charges de personnel</b>	<b>1 504</b>	<b>1 669</b>	<b>1 752</b>	<b>1 840</b>	<b>1 932</b>	98% des données du budget 2026 puis +5%/an
<b>Autres charges de gestion</b>	<b>582</b>	<b>726</b>	<b>635</b>	<b>640</b>	<b>646</b>	
informatique en nuage	6	32	33	33	34	selon données de la commune
indemnités et divers	117	158	152	154	155	revalorisation des indemnités de 6% en 2026 (communes moins de 10000 hab.) Loi du 22/12/2025
créances en non valeurs	1	1	1	1	1	provisions
déficit budget annexe administratif	11	90	0	0	0	2026 : budget lissage
SDIS	93	96	98	100	102	inflation prévisionnelle
autres dépenses obligatoires	288	277	277	277	277	stabilité pour la simulation
communes	0	0	0	0	0	
CCAS	12	15	15	15	15	selon données de la commune
Subventions ASSOCIATIONS	54	56	57	58	59	évolution de 2%/an après 2026
Autres	0,1	2	2	2	2	provisions
<b>Autres charges financières / ligne de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	non intégré
<b>FPIC</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	a valider
<b>Atténuations de produits</b>	<b>1,38</b>	<b>1,40</b>	<b>1,50</b>	<b>1,50</b>	<b>1,50</b>	dégrèvement jeunes agriculteurs
<b>DILICO</b>	<b>24,5</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	les communes ne participent pas au mécanisme en 2026
<b>Charges spécifiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	non intégré
<b>Provisions</b>	<b>0,05</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	selon données de la commune
<b>Total dépenses réelles hors charges financières</b>	<b>3 299</b>	<b>3 703</b>	<b>3 836</b>	<b>3 972</b>	<b>4 113</b>	
évolution n/n-1 en K€	-214	405	133	135	141	
évolution n/n-1 en %	-6,1%	12,3%	3,6%	3,5%	3,6%	



**OBJECTIF D'ÉVOLUTION  
DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**Les charges à caractère général** : la prospective teste à partir de 2026, 95% des crédits du budget, avec **une progression de +117 K€, soit +10,2%**, avec notamment une augmentation des contrats de prestations de services, des assurances  
Puis la prospective simule une évolution annuelle de 3%.

**Les charges de personnel** sont déterminées à partir des données communiquées par la commune pour 2026 avec **une augmentation de +165 K€, soit +10,9%**. La projection intègre ensuite une évolution annuelle de +5% afin de couvrir le « GVT » et les 3 points de CNRACL entre 2026 et 2028.

La charge en matière d'informatique en nuage et les indemnités des élus progressent sensiblement en 2026.


**La subvention aux écoles** est stable sur le reste de la période.

**Les subventions aux associations** évoluent de +2%/an après 2026.

**La participation au DILICO a été annulée en 2026 lors du 49-3 mais la simulation l'intègre à nouveau à compter de 2027.**

# 1.1. LES DEPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (HORS INTÉRÊTS)

## Le DILICO 2026

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
Reçu en préfecture le 09/04/2026  
Publié le   
ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

Dépt commune 2025	Nom commune	CALCUL INDICE	PLAFONNEMENT 2% RRF	SIMULATION DILICO 2026
56	MOREAC	1,244471	105 756	105 756

La commune dispose d'un indice supérieur à 1 mais ne sera pas prélevée en 2026.  
La version finale du PLF 2026 a exclu les communes du DILICO pour 2026.  
Le prélèvement 2025 avait été de 25 K€.

### DILICO 2026 en version PLF INITIAL :

Le « DILICO » est mis en œuvre en 2026 par l'Etat pour mettre en réserve 2 Md€ d'euros et le restituer par cinquième sur 5 années à hauteur de 80% pour les collectivités prélevées et 20% des tiers seront affectés pour les communes et EPCI au FPIC.

Les communes dont l'indice synthétique est supérieur à 100% de l'indice moyen sont prélevés par le DILICO.

À la différence de 2025, les modalités de reversement du solde de 80 % dépendront, pour chaque catégorie de contributeur, de l'évolution agrégée de leurs dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement.

Si l'évolution des dépenses est inférieure ou égale à la croissance du PIB en valeur (2,5% dans le PLF), le solde sera reversé à l'ensemble des contributeurs.

Si celle-ci est supérieure à la croissance du PIB en valeur additionné d'un point de pourcentage, aucun solde n'est reversé (soit 3,5%).

Entre les deux intervalles, la restitution est individualisée avec un reversement intégral aux collectivités dont les dépenses sont inférieures à la croissance du PIB en valeur, un reversement nul pour celles dont les dépenses sont supérieures à la croissance du PIB en valeur additionné d'un point, et un reversement partiel dans l'intervalle (différence multipliée par cent entre l'évolution du PIB augmentée d'un point et l'évolution des dépenses de la collectivité).

La contribution calculée est plafonnée à 2% des recettes réelles de fonctionnement n-2 du budget principal.

## 2. LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

## LES HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

Berser  
Levrault

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

en milliers d'euros

	2025	2026	2027	2028	2029	
<b>Produits des services</b>	330	304	304	304	304	redevance périscolaire et de loisirs / redevance occup.domaine public/mises à disposition
<b>IMPOTS ET TAXES (sauf 731)</b>	2 576	2 593	2 624	2 624	2 617	
<b>Attribution de compensation</b>	1 972	1 972	1 972	1 972	1 972	Effet pacte financier et fiscale sur la mutualisation
<b>Dotation de solidarité</b>	33	33	33	33	33	test stabilité
<b>FNGIR</b>	450	450	450	450	450	stabilité
<b>FPIC</b>	24	25	25	26	26	selon système de partage avec CMC avec DROIT COMMUN
<b>DILICO</b>	0	7,5	37,5	37,5	30,0	remboursement de 30% du DILICO ( conditions 2025)
<b>Droits de mutation</b>	96	106	106	106	106	<b>hausse de 10% en 2026</b>
<b>FISCALITE LOCALE</b>	1 161	1 232	1 264	1 297	1 331	
<b>Produit de la fiscalité directe 3 taxes</b>	1 158	1 231	1 264	1 297	1 331	<b>taxe d'habitation et les 2 taxes foncières après le coefficient correcteur</b>
<b>Rôles supplémentaires</b>	2	0	0	0	0	non intégré après 2025
<b>Droits de place</b>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
<b>IFER</b>	0,261	0,264	0,270	0,275	0,281	évolution de 1,3% en 2026
<b>DOTATIONS ET COMPENSATIONS</b>	1 233	924	930	937	954	
<b>Dotation de Solidarité Rurale</b>	205	211	215	219	224	<b>2026 : éligibilité aux 2 fractions bourg centre et péréquation</b>
<b>Dotation Nationale de Péréquation</b>	0	0	0	0	0	Inéligible
<b>Dotation élu local</b>	0,163	0,8	0,8	0,8	0,8	stabilité
<b>Compensation FB</b>	2,0	2	1,9	1,9	1,9	hors des variables d'ajustement de la DGF en 2026
<b>Compensation FNB</b>	15,2	23	22,8	22,8	22,8	correction en 2026
<b>Nouvelle compensation FB entrep industrie</b>	721	615	627	640	653	<b>baisse de la compensation de 19,3% en 2026 (-139 K€) mais avec un plafonnement à -107 K€</b>
<b>Autres -74718</b>	20	20	0	0	0	2025 : subvention petite enfance de 20,32813 ( mais la CC détient la compétence)
<b>Autres-747888</b>	46	46,1	46,1	46,1	46,1	selon données de la commune
<b>Département</b>	1	1	1	1	1	selon données de la commune
<b>DCRTP</b>	216	0	0	0	0	<b>suppression avec la loi de finances 2026 ( 2025 intégrait une correction de 19,178 K€) de 2024</b>
<b>FCTVA</b>	6,7	5	15	5	5	( voirie / bâtiment/ réseaux /informatique en nuage à partir de 2021)
<b>Divers</b>	0	0	0	0	0	non intégré
<b>Revenus des immeubles</b>	80	80	80	80	80	<b>selon données de la commune</b>
<b>Autres</b>	0	0	0	0	0	A valider
<b>Produits divers de gestion courante</b>	309	18	0	0	0	A valider
<b>Produits financiers</b>	0	0	0	0	0	
<b>Produits de cessions</b>	357	0	0	0	0	selon données de la commune
<b>Travaux en régie</b>	35	50	50	50	50	enveloppe pour la simulation
<b>Autres produits spécifiques</b>	3,10	0	0	0	0	selon données de la commune
<b>Reprise sur provisions</b>	0	0	0	0	0	selon données de la commune
<b>Remboursement sur frais de personnel</b>	20	15	15	15	15	selon données de la commune à valider
<b>Total recettes réelles</b>	<b>6 104</b>	<b>5 216</b>	<b>5 267</b>	<b>5 307</b>	<b>5 352</b>	
évolution n/n-1 en K€	644	-888	51	41	44	
évolution n/n-1 en %	11,8%	-14,5%	1,0%	0,8%	0,8%	

-Fiscalité foncier bâti : revalorisation de la base avec un indice IPCH à 0,8% pour 2026.

-Evolution favorable des droits de mutations en 2026

- Baisse de - 107 K€ de la compensation fiscale des locaux industriels.

- Perte de la DCRTP en 2026 : -197 K€

- Forte baisse des recettes exceptionnelles en 2026 ( assurances)

-Absence de cession en 2026

- Travaux en régie à 50 K€ sur la période

### SCENARIO

Pression fiscale 2026-2029 : stable



La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre n-2 et novembre n-1 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) depuis 2018.

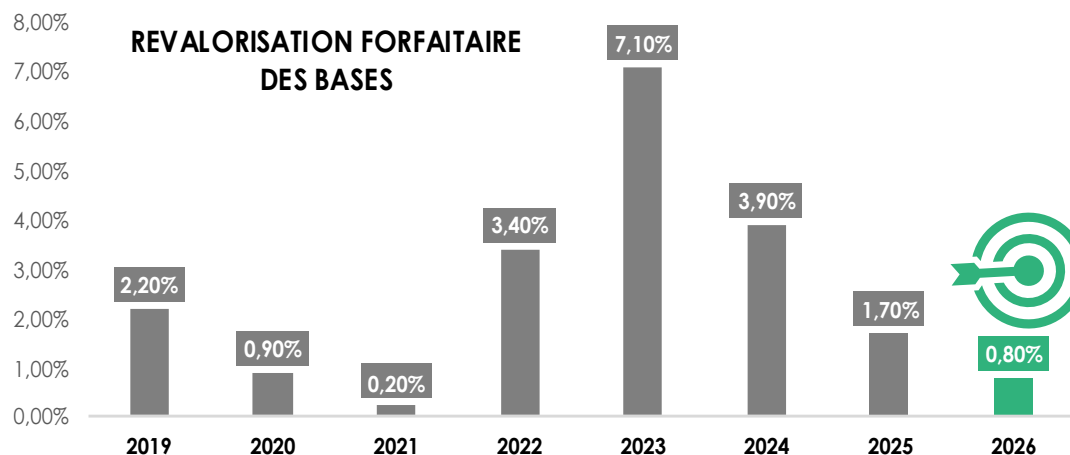
Les bases des locaux industriels seront également revalorisées en fonction de l'évolution de l'IPCH dans le cadre des nouvelles compensations fiscales créées en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié des valeurs locatives.

L'indice des prix à la consommation harmonisé est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne.



La revalorisation a été de +3,40 % en 2022, de +7,1% en 2023, de +3,9% en 2024 et +1,7% en 2025.

La revalorisation des bases en 2026 tiendra compte de la variation à 100% de l'IPCH sur la période de novembre 2024 à novembre 2025. L'IPCH atteint seulement +0,8 %.



## Scénario n° 1 : pression fiscale stable 2026-2029

**Coefficient correcteur : 0,69**

Le coefficient correcteur est déterminé à partir des données de 2020 pour une application en 2021.

Il est figé dans le temps mais le complément ou la retenue évolue comme la dynamique des bases du foncier bâti y compris la compensation fiscale des locaux industriels.

Il n'est pas sensible aux évolutions de la pression fiscale.

	2025	2026	2027	2028	2029
<b>BASES en K€</b>					
Taxe habitation RS	151	147	150	153	156
Taxe foncier bâti	5 709	5 888	6 041	6 198	6 359
Taxe foncier non bâti	292	293	299	305	311
<b>Evolution de la base n/n-1 en %</b>					
Taxe habitation RS	-22,6%	-2,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Taxe foncier bâti	3,2%	3,1%	2,6%	2,6%	2,6%
Taxe foncier non bâti	-10,2%	0,3%	2,0%	2,0%	2,0%
<b>TAUX en points</b>					
Taxe habitation RS	10,09	10,09	10,09	10,09	10,09
Taxe foncier bâti	31,84	31,84	31,84	31,84	31,84
Taxe foncier non bâti	39,60	39,60	39,60	39,60	39,60
<b>Evolution du taux de TH</b>					
	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Evolution du taux de FB</b>					
	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Evolution du taux de FNB</b>					
	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Produit TH résidences secondaires</b>					
	15	15	15	15	16
<b>Produit Taxe foncier bâti</b>					
	1 817	1 875	1 923	1 973	2 025
<b>Produit Taxe foncier non bâti</b>					
	116	116	118	121	123
<b>Produit 3 Taxes (1)</b>					
	1 948	2 006	2 057	2 110	2 164
<b>Evolution (n/n-1) en valeur</b>					
	40	58	51	53	54
<b>Evolution (n/n-1) en %</b>					
	2,1%	3,0%	2,6%	2,6%	2,6%
<b>Coefficient correcteur (2)</b>					
	-789	-774	-793	-813	-833
<b>Evolution (n/n-1) en valeur</b>					
	-26,7	14,9	-19,0	-19,5	-19,9
<b>Evolution (n/n-1) en %</b>					
	3,5%	-1,9%	2,5%	2,5%	2,5%
<b>Produit 3 taxes après Coeff. correcteur (3)</b>					
	1 158	1 231	1 264	1 297	1 331
<b>Evolution (n/n-1) en valeur</b>					
	14	73	32	33	34
<b>Evolution (n/n-1) en %</b>					
	1,2%	6,3%	2,6%	2,6%	2,6%



Le **produit fiscal** correspond au produit fiscal après application du coefficient correcteur + le produit de Taxe d'Habitation des résidences secondaires.

Les **bases 2026** sont simulées avec un coefficient de revalorisation de 0,8% et les rentrées d'exonérations.

La minoration de la compensation fiscale sur les locaux industriels va entraîner en 2026 une diminution de l'effet du coefficient correcteur et favoriser une progression du produit fiscal.

Caractéristiques fiscales

Mécanisme réforme TH

TH résidences Second

Vue globale

## 1- Le foncier bâti avec un taux 2026 stable ( maison avec un revenu cadastral moyen)

Revenu cadastral actualisé de 0,8% en 2026

IMPOT LOCAL						2025	2026
<b>Foncier bâti</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>Evolution</b>	<b>FB revenu cadastral ( à partir de la valeur locative moyenne)</b>		<b>1653</b>	<b>1666</b>
Commune	31,84	31,84	0,0%	Cotisation Commune		526	530
Communauté de communes	3,26	3,26	0,0%	Cotisation CDC		54	54
				<b>Cotisation totale Foncier Bâti hors frais</b>		<b>580</b>	<b>585</b>
<b>Total (hors frais)</b>	<b>35,10</b>	<b>35,10</b>	<b>0,00%</b>	évolution en €			4,6
				évolution en %			0,8%

EFFET MENSUEL 0,39



## 4- LA DSR et LA DNP 2026

2026 : +300 M€

Envoyé en préfecture le 09/04/2026

Reçu en préfecture le 09/04/2026

Publié le

Berser  
Levraut

- Dotation de Solidarité Rurale : + 150 M€

- Dotation de Solidarité Urbaine : + 150 M€

- Dotation Nationale de Péréquation : aucune évolution

ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	Evolution n/n-1	
							en €	en%
Dotation de Solidarité Rurale		151 919	177 799	182 827	204 885	210 912	6 027	3%
	bourg centre	67 260	78 714	71 897	72 025	70 416	-1 609	-2%
	péréquation	84 659	99 085	110 930	132 860	140 496	7 636	6%
	cible	0	0	0	0	0	0	

Longueur de voirie	150 855	150 855	158 245	170 105
Rang cible :	29590	29730	30022	30103

Population Bourg centre (limite : 15,00%)	21,0%	21,0%	21,2%	21,0%
---	-------	-------	-------	-------

Potentiel financier commune	1493	1527	1682	1746
Evolution n/n-1		34	156	64
Potentiel financier strate	974	1012	1079	1113
Evolution n/n-1		38	68	34
Potentiel financier commune de moins de 10 000 habitants	887	925	993	1026
Evolution n/n-1		38	68	32
Potentiel financier commune/ strate	153%	151%	156%	157%

Pot finan commune/ communes moins de 10 000 habitants ( limite 200%)	168%	165%	169%	170%
--	------	------	------	------

Il faut relever pour 2023 que la majorité de l'abondement soit 60% de la DSR concerne l'enveloppe de la fraction péréquation et non la cible et la bourg centre comme les autres années.

Les exercices 2024 et 2025 ont conservé cette orientation de favoriser le plus grand nombre de commune dans le cadre la fraction péréquation.

**La commune a bénéficié en 2025 du classement en zone France Ruralités Revitalisation qui entraine une majoration de 20% de la péréquation.**

**La commune est éligible à la fraction bourg centre** car elle dépasse en population « DGF » 15% du canton de 2014 et que son potentiel financier /habitant est inférieur au double du potentiel moyen des communes de moins de 10 000 habitants égal en 2025 à 1026 €.

Il faut surveiller l'évolution du potentiel financier car la commune ne doit pas dépasser le double de la strate qui est une cause d'inéligibilité.



Nom de la commune	Longueur de voirie en mètres 2024	Longueur de voirie en mètres 2025	Evolution longueur/2025/2024		Dotation de solidarité rurale - Fraction péréquation 2024	Dotation de solidarité rurale - Fraction cible 2024	TOTAL VOIRIE 2024	Dotation de solidarité rurale - Fraction péréquation 2025	Dotation de solidarité rurale - Fraction cible 2025	TOTAL VOIRIE 2025	Evolution des 2 parts 2025/2024	
					Part VOIRIE	Part VOIRIE		Part VOIRIE	Part VOIRIE			
SAINT-JEAN-BREVELAY	118 381	92 584	-25 797	-22%	32 862	0	32 862	37 556	0	37 556	4 694	14%
BIGNAN	116 104	93 796	-22 308	-19%	41 838	0	41 838	38 047	0	38 047	-3 791	-9%
BILLIO	25 860	23 197	-2 663	-10%	9 319	0	9 319	9 410	0	9 410	91	1%
PLUMIEC	114 519	113 783	-736	-1%	33 005	68 723	101 728	39 606	0	39 606	-62 122	-61%
GUEHENNO	46 465	45 950	-515	-1%	16 744	0	16 744	18 639	0	18 639	1 895	11%
BULEON	26 155	27 681	1 526	6%	9 425	0	9 425	11 229	0	11 229	1 804	19%
SAINT-ALLOUESTRE	31 595	36 515	4 920	16%	11 385	0	11 385	13 662	0	13 662	2 277	20%
EVELLYS	181 403	190 587	9 184	5%	65 368	108 861	174 229	77 310	103 704	181 014	6 785	4%
MOREAC	158 245	170 105	11 860	7%	57 024	0	57 024	68 429	0	68 429	11 405	20%
MOUSTOIR-AC	93 435	106 532	13 097	14%	33 669	56 071	89 740	40 403	57 967	98 370	8 630	10%
PLUMELIN	81 404	97 568	16 164	20%	29 334	48 851	78 185	35 201	53 089	88 290	10 105	13%
LOCMINE	21 321	47 276	25 955	122%	7 683	0	7 683	9 220	0	9 220	1 537	20%

**Le critère « voirie », utilisé pour la Dotation de solidarité rurale ( péréquation et cible), a été modifié en 2025, dans le but de simplifier son recensement. Auparavant, la voirie prise en compte correspondait aux voies classées dans le domaine public communal, sur la base des éléments transmis par les communes aux préfetures. Désormais, les voies retenues pour la DSR sont directement extraites des bases de données de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), selon un périmètre défini par décret.**

## SCENARIO n° 1 « AU FIL DE L'EAU »

- **Les charges et recettes de fonctionnement** sont intégrées selon les conditions décrites ci avant :

- DILICO à 0 K€ en 2026 puis à 100 K€ /an à compter de 2027

- **Pression fiscale stable sur la période 2026-2029**

- **Minoration de la compensation des locaux industriels en 2026 (-107 K€)**

- **Perte de la DCRTIP en 2026 (-197 K€)**

- **Programme d'investissement 2026-2029**

- **Subventions : test avec des subventions à 0 K€ sur la période**

- Emprunt annuel à taux fixe de : 3% sur 20 ans à partir de 2026



# LE PROGRAMME D' INVESTISSEMENT 2026-2029

## Programmes

INVESTISSEMENTS	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL 2026-2029
Opérations diverses	4 163	2 175	6 902	1 556	399	11 032
Reversement TAM	0	0	0	0	0	
Restes à réaliser	0	2 018				
Travaux en régie	35	50	50	50	50	
dépôts et cautionnement	0	0	0	0	0	
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>4 198</b>	<b>4 243</b>	<b>6 952</b>	<b>1 606</b>	<b>449</b>	<b>13 250</b>
Subventions diverses	68	0	0	0	0	
Divers	0	0	0	0	0	
Restes à réaliser	0	25				
Taxe d'aménagement	3	10	10	10	10	
FCTVA n-2 estimé 90%	43	312	379	619	1 019	
dépôts et cautionnement	0	0	0	0	0	
divers & avance remboursable	0	0	0	0	0	
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>115</b>	<b>347</b>	<b>389</b>	<b>629</b>	<b>1 029</b>	

## Financement Subventions et FCTVA



INVESTISSEMENTS	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL 2026-2029
Opérations diverses	4 163	2 175	6 902	1 556	399	11 032
Reversement TAM	0	0	0	0	0	
Restes à réaliser	0	2 018				
Travaux en régie	35	50	50	50	50	
dépôts et cautionnement	0	0	0	0	0	
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>4 198</b>	<b>4 243</b>	<b>6 952</b>	<b>1 606</b>	<b>449</b>	<b>13 250</b>
Subventions diverses	68	0	0	0	0	
Divers	0	0	0	0	0	
Restes à réaliser	0	25				
Taxe d'aménagement	3	10	10	10	10	
<b>FCTVA n-2 estimé 90%</b>	<b>43</b>	<b>312</b>	<b>379</b>	<b>619</b>	<b>1 019</b>	
dépôts et cautionnement	0	0	0	0	0	
divers & avance remboursable	0	0	0	0	0	
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>115</b>	<b>347</b>	<b>389</b>	<b>629</b>	<b>1 029</b>	
<b>Reste à financer</b>	<b>4 084</b>	<b>3 896</b>	<b>6 563</b>	<b>977</b>	<b>-580</b>	
<b>Capacité d'Autofinancement nette</b>	<b>2 793</b>	<b>1 501</b>	<b>1 419</b>	<b>1 324</b>	<b>1 228</b>	
<b>Besoin d'équilibre</b>	<b>1 290</b>	<b>2 395</b>	<b>5 144</b>	<b>-347</b>	<b>-1 808</b>	
<b>Emprunt réalisé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>19 333</b>	<b>16 938</b>	<b>11 794</b>	<b>12 141</b>	<b>13 949</b>	

(\*) La CAF NETTE du tableau n° est pas corrigée de l'effet cessions et provisions contrairement au graphique ci-contre.



### Les indicateurs financiers sur la période :

**La capacité d'autofinancement diminue très sensiblement en 2026** sous l'effet de la progression des charges (+405 K€) et de la baisse de recettes sous les effets de la loi de finances pour 2026, avec la suppression de la DCRTIP (-197 K€), la minoration de la compensation des locaux industriels (-107 K€) mais également avec une absence de recettes exceptionnelles. Elle continue de baisser à compter de 2027 sur le reste de la période mais le niveau reste très favorable en 2029.

**La commune peut réaliser son programme sans recours à l'emprunt et sans perception de subventions.**

**Des aléas majeurs reposent en 2026** sur les finances publiques nationales avec une participation des collectivités locales au rétablissement des finances publiques non arrêtée et trop impactante dans sa version initiale, qui en l'absence de vote du PLF avant la fin d'année 2025 a été reportée au début de l'année 2026.

### Les indicateurs d'analyse financière

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
Reçu en préfecture le 09/04/2026

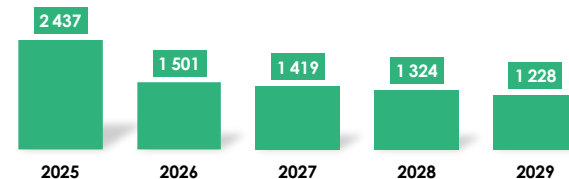
La CAF  
et provisions

Publié le corrigée de l'effet cessions et provisions  
ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE



### Capacité d'Autofinancement Nette

en milliers d'euros

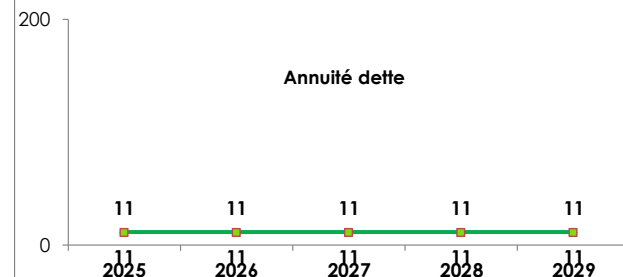
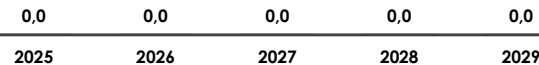


### Capacité dynamique de désendettement

en nombre d'années

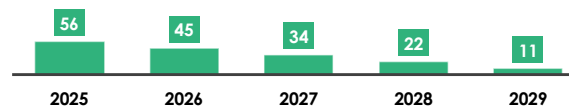
ALERTE GESTION : 8 ANNEES

ALERTE DGCL : 10 ANNEES



### Encours au 31 décembre

en milliers d'euros



Emprunts réalisés

# Focus : Les ressources Humaines

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
Reçu en préfecture le 09/04/2026  
Publié le  
ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

42

EFFECTIF



62 % 38 %

26 16

MASSE SALARIALE

Totale 1,5 M€



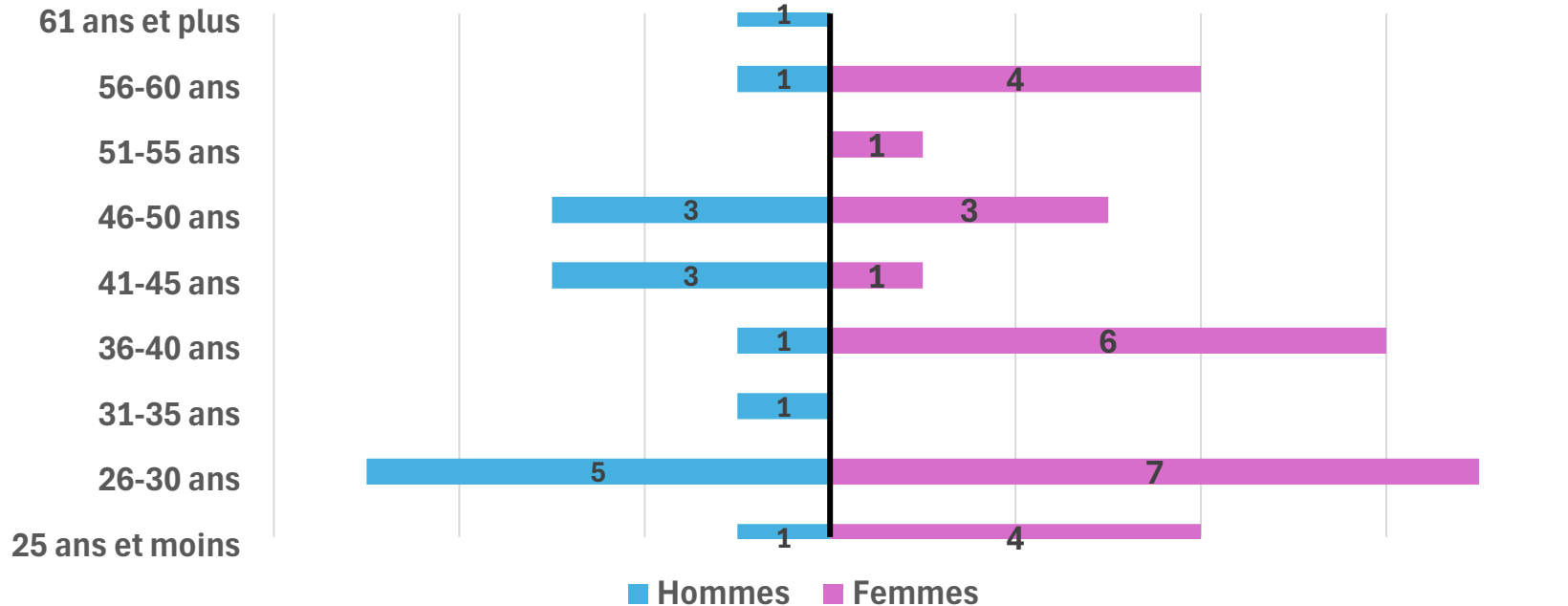
TEMPS DE TRAVAIL ANNUEL

1 607 Heures

Annualisation pour :  
la filière technique et la filière animation



Pyramide des âges



# Focus : Les ressources Humaines

Envoyé en préfecture le 09/04/2026  
 Reçu en préfecture le 09/04/2026  
 Publié le  
 ID : 056-215601402-20260403-DEL\_2026\_20-DE

